

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 453 - 5F

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

**- le prolétaire -**  
Journal bimestriel - Un exemplaire :  
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts  
**- programme communiste -**  
Revue théorique - Un exemplaire :  
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

**- il comunista -**  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li  
**- el programa comunista -**  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

**- le prolétaire -**  
**No 453**  
Avril-Mai-Juin -2000  
37<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

-La solidarité de classe, résultat le plus important de la lutte ouvrière  
-A. Bordiga. De l'économie capitaliste au communisme (I)  
-Grande-Bretagne. A propos de Rover  
-LO faux gardien du communisme

## La «Gauche plurielle», serviteur empressé du capital

Jospin a donc été contraint à un remaniement ministériel par l'incapacité de deux ministres - Sautter, au ministère des Finances et de l'Economie, et Allégre à l'Education Nationale - à remplir leurs tâches. Le dernier avait réussi le tour de force de dresser contre lui à peu près l'ensemble des acteurs, du personnel enseignant aux organisations de parents d'élèves, et il avait même été désavoué par les partisans les plus ardents du libéralisme, les amis de Madelin! Quant au premier, il devait faire face non seulement à une grève de ses agents, non seulement au mécontentement suscité par la maladresse de la gestion par ses services de la fameuse «cagnotte» (le surplus de recettes fiscales), mais aussi à la méfiance qu'elle avait suscitée auprès des autres Etats européens et des milieux financiers internationaux.

Bien entendu les syndicats et les différentes organisations pseudo-ouvrières se sont empressés de crier à la victoire à des travailleurs (1). Mais qui a gagné au juste, et qu'est-ce qui a été gagné?

Fabius, le remplaçant de Sautter aux Finances, a mis fin au mouvement de protestation des agents en repoussant la réforme prévue des perceptions; rien n'indique qu'elle est enterrée. Mais, fondamentalement, le nouveau ministre qui avait bataillé ces derniers mois en faveur des réductions d'impôts, a été choisi pour adresser un signal favorable aux couches bourgeoises nationales et surtout aux autres impérialismes alliés à la France dans la communauté européenne: à la réunion des ministres européens au Portugal, Fabius a solennellement affirmé que le gouvernement français respectait la consigne de réduire les déficits au lieu d'utiliser les recettes fiscales supplémentaires pour satisfaire des revendications des travailleurs: donc poursuite de l'austérité pour les prolétaires et allègements fiscaux et diminution des charges pour les bourgeois ...

Sans doute le départ d'un Allégre est-il ressenti avec plaisir par tous ceux qui se sont dressés contre tel ou tel aspect de sa politique d'adaptation de l'Education Nationale aux besoins les plus directs du capitalisme actuel. Mais il n'y a pas besoin de long discours pour démontrer que le démineur Jack Lang et Mélenchon (l'ancien trotskyste lambertiste, leader d'un courant du P.S. plaisamment appelé «Gauche socialiste», a été nommé secrétaire d'Etat à l'Enseignement professionnel) entendent suivre exactement la même orientation que son prédécesseur, simplement en enrobant la pilule pour qu'elle passe

( Suite en page 4 )

## Contre la paralysie, la désorientation, la désorganisation du prolétariat, renouons avec la tradition de la lutte de classe, avec la défense du parti de classe, de la révolution et avec la réaffirmation du communisme

Prolétaires, camarades,  
Rarement depuis trente ans, le capitalisme n'aura montré autant de triomphalisme, d'arrogance, d'assurance et de suffisance. Si l'on écoute ses chantes, quelque école à laquelle ils appartiennent, qu'ils soient les épigones renaissants du système keynésien, les néo-libéraux style blairiste, les apologistes de la

### COURS CAHOTIQUE DU CAPITALISME ET ABSENCE DE RIPOSTE DE CLASSE

Si l'on examine le cours capitaliste depuis les premiers chocs de 1975, tout n'a pourtant pas été aussi rose et brillant pour le capitalisme. Aux crises successives se sont rajoutés les multiples secousses boursières, mettant en péril les fragiles équilibres économiques internationaux et plongeant les économies les plus faibles dans les situations les plus inextricables. Mais chaque fois - et c'est de cela en fait que le capitalisme tire son triomphalisme d'aujourd'hui - il a réussi à

contourner les écueils rencontrés en exerçant une pression encore plus forte sur classe ouvrière, en augmentant le rythme et la férocité de l'exploitation de la force de travail des prolétaires, en refoulant dans la détresse extrême la moitié de l'humanité et en usant de sa force impérialiste pour faire plier aux intérêts des plus forts les nations ou pays trop centrifuges. L'ordre intérieur bourgeois et le «nouvel ordre mondial» de l'impérialisme ont donc pu être sauvés au prix de milles souffrances pour les prolétaires et masses laborieuses.

Depuis le krach financier de 87, qui avait fait croire aux pires moments de 1929,

«nouvelle économie» ou un mélange éclectique de tout à la fois, tous décrivent la victoire finale du capitalisme sur toutes les autres formes de mode de production et tous - même s'ils prennent fausement à témoin la chute du Bloc de l'Est - enterrent le «communisme» (sans vraiment savoir de quoi il s'agit) aux oubliettes de l'histoire.

d'autres crises se sont succédées sans jamais entraîner l'effondrement du système. La récente crise boursière du Nasdaq, l'indice des valeurs de la «nouvelle économie», n'est finalement qu'une petite pichenette à comparer des secousses de la crise asiatique de 97 qui n'a été surmontée qu'à grand renfort de dollars du FMI et autres banque-pompiers internationales - soumettant ainsi toujours plus l'ordre mondial à la domination financière des plus grands Etats impérialistes - , que par l'expulsion de millions de travailleurs immigrés et par une exploitation plus effrénée

( Suite en page 2 )

## Le marxisme n'est pas une idéologie mais une science

(Réunion Générale de Gênes, janvier 2000)

L'extrême modestie des forces numériques qui composent notre petite organisation, 74 ans après la fondation du Parti Communiste d'Italie à Livourne sur les bases authentiquement marxistes défendues par notre courant, 48 ans après la réorganisation cohérente de ce courant en Parti Communiste Internationaliste (Il Programma Comunista), puis Parti Communiste International, et 18 ans après la crise dévastatrice de celui-ci, ne nous empêche pas de nous appeler parti.

Le travail nécessaire à la constitution du parti compact et puissant de demain, ne peut être qu'un travail à caractère de parti, un travail de forces militantes réunies en parti, c'est-à-dire autour d'un programme politique bien déterminé, agissant selon des indications tactiques et des méthodes découlant de ce programme et organisées selon des normes cohérentes avec lui. L'appellation Parti Communiste International n'est pas un simple drapeau - et encore moins un rappel nostalgique du passé! C'est avant tout l'objectif indispensable de la lutte politique pour la reconstitution du prolétariat en classe, pour la reconstitution de l'organe dirigeant le prolétariat dans la lutte anti-capitaliste, la révolution et la dictature qu'est le parti de classe.

Il ne suffit évidemment pas de s'appeler Parti Communiste International pour être déjà un tel parti, ni de proclamer une adhésion formelle à la tradition de la Gauche communiste pour avoir la garantie de le devenir demain. Mais ce n'est qu'en se plaçant dans la perspective de la reconstitution du parti de classe sur la base du marxisme authentique, en dehors de toutes les «adaptations» politiques et de tous les «enrichissements» programmatiques souf-

### LE MARXISME, SCIENCE DES SOCIÉTÉS HUMAINES

Un point fondamental de la théorie marxiste est qu'elle n'est pas une «nouvelle idéologie», une «nouvelle philosophie», et qu'elle ne se limite pas à analyser le capitalisme, le mode de production capitaliste et la société qui s'est édifiée sur cette base. Le marxisme a fait une lecture historique et scientifique indiscutable de ses lois fondamentales et de ses mécanismes essentiels. Si nous prenons par exemple la division de la

flés en réalité par la classe ennemie, en continuité réelle avec tout le bagage théorique-politique de la Gauche, qu'il est possible d'oeuvrer véritablement à la constitution du noyau de ce futur parti. L'histoire a démontré que le parti - ou au moins son embryon - doit se constituer bien avant qu'apparaissent les situations objectivement révolutionnaires, bien avant que les grandes masses prolétariennes se lancent dans la lutte ouverte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois. Et elle a démontré aussi que le facteur décisif pour le parti en première instance n'est pas le nombre de ses adhérents ou la présence à sa tête de supposés «grands hommes», mais la fidélité sans faille au marxisme et l'application intransigeante de celui-ci dans toutes les situations concrètes.

C'est pourtant cette position qui est le plus souvent rejetée par la plupart de ceux qui se disent révolutionnaire ou même «marxistes». Il est banal d'affirmer que Marx et Engels ayant vécu au siècle dernier et Lénine au début du siècle qui se termine, ils n'ont pu connaître le capitalisme sous sa forme actuelle et que leurs conceptions, «vieilles», doivent donc être revues et modifiées. Ce qui est nié en fait par ces gens comme par tous les penseurs bourgeois, c'est le caractère scientifique du marxisme. Pour eux le marxisme serait une idéologie, une utopie, c'est-à-dire une perspective non démontrée et non démontrable scientifiquement, et qui donc ne peut avoir aucune valeur prédictive, qui ne peut fournir aucune indication sérieuse pour l'avenir du capitalisme et des luttes des classes. C'est contre cette position que s'élève le texte ci-dessous, extrait du compte-rendu de notre Réunion générale.

société en classes sociales antagonistes, il faut dire que sa réalité n'a pas été découverte par le marxisme mais par des grands théoriciens bourgeois, comme l'économiste Adam Smith. A partir de cette donnée qui est le point de départ de l'analyse matérialiste des sociétés, Marx a découvert que la conséquence historique inévitable du développement capitaliste et de la lutte entre les classes - entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise - est le renversement du pouvoir bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat, la transformation révolutionnaire

du mode de production capitaliste en mode de production communiste, le remplacement de la société de classes par la société sans classes, la société de l'espèce humaine.

Découvrant dans la lutte des classes le moteur des évolutions historiques, Marx fonda une théorie valable pour toutes les sociétés humaines qui ont dépassé le stade primitif. Mais pour découvrir la conséquence historique nécessaire du développement capitaliste, et pour expliquer l'évolution historique

( Suite en page 4 )

## Contre la paralysie, la désorientation, la désorganisation du prolétariat, renouons avec la tradition de la lutte de classe, avec la défense du parti de classe, de la révolution et avec la réaffirmation du communisme

( Suite de la page 1 )

née encore des prolétaires d'Asie. Avant l'Asie il y avait eu le Mexique en 95 qui ne dû aussi sa survie qu'aux milliards injectés par le même FMI et grâce aux mêmes pressions sur la classe ouvrière. Encore avant, il y avait eu l'écroulement des capitalismes d'Etat de l'Est - faussement baptisés «socialisme» - qui, pour les mieux placés géographiquement, ont survécu grâce à la pénétration rapide des capitaux de l'Ouest et pour les autres, dont les satellites plus directs de la CEI, se sont écroulés dans la faillite la plus totale, mais sans jamais que la classe ouvrière ne puisse réagir avec ses armes de classe ni rompre avec l'isolement.

### DERRIÈRE LE MIRAGE DES CHIFFRES, LA MISÈRE DU PLUS GRAND NOMBRE

Ses derniers jours, la bourgeoisie exulte sans retenue en annonçant des taux de croissance exceptionnel. Aux Etats-Unis les derniers chiffres indiquent une progression de 7,3% du PIB pour cette dernière année et des bénéfices après impôts en hausse de 8,8%. Le dernier record datait de 1984 avec 9%. En Suisse aussi, malgré des chiffres plus modestes, avec un taux de croissance de 3,7% «seulement», la bourgeoisie savoure son succès, tout en se plaignant de l'emploi qui «s'assèche», entendez par là du manque de forces de travail sur le marché, donc de la difficulté à faire pression sur les salaires. Autrement dit les capitalistes applaudissent au taux de croissance élevé mais regrettent bien d'un autre côté la diminution du chômage, cette armée de réserve de travailleurs si utile pour «réguler» contre en bas le coût de la force de travail.

Mais les miracles capitalistes ont une fin comme l'a montré celle brutale du «miracle asiatique», il y a trois ans.

Toute l'armée des idéologues de la bourgeoisie se mobilise aujourd'hui pour vanter les vertus miraculeuses de la «nouvelle économie», qui se distingue aujourd'hui surtout par sa capacité spéculative boursière plutôt que par d'impressionnants chiffres d'affaire. Fondée sur le commerce électronique (le catalogue internet remplaçant ce bon vieux catalogue de vente par correspondance), sur les produits dits de haute technologie ou sur la biotechnique, la «nouvelle économie» est devenue le nouveau credo capitaliste à la gloire de la petite entreprise créatrice de places de travail, d'espoir et d'avenir! Peu importe que la petite et dynamique entreprise se fasse absorber très vite par les grands groupes capitalistes à l'affût ou qu'aux places de travail dispersées créées dans un secteur tel que la communication répondent les milliers de suppressions de postes ailleurs! Ce qui compte est qu'on puisse illusionner les prolétaires sur la réalité du système capitaliste et que l'on puisse occulter la misère croissante de la grande masse des prolétaires du monde derrière le rideau de fumée des grandes innovations commerciales et le décor sans cesse perfectionné de l'économie de casino.

Loin d'apaiser la concurrence et de freiner sa frénésie, cette situation ne fait qu'aviver la compétition sauvage entre les capitalistes. L'Union européenne - pour ne citer qu'un exemple - a clairement annoncé il y a peu à Lisbonne qu'elle voulait rattraper les Etats-Unis dans la course au profit, autrement dit renforcer la concurrence avec eux, faire preuve de beaucoup plus d'agressivité à leurs égards et se souder les coudes entre européens face au big brother. Mais qui dit exacerbation de la concurrence dit aussi aggravation des conditions d'exploitation pour les prolétaires! Car derrière ce décor, les écarts entre classes sociales se creusent, la richesse est distribuée de plus en plus largement sur une couche sociale de plus en plus

étroite.

Pour les prolétaires le succès contingent du capitalisme ne signifie aucune diminution de l'insécurité et de la précarité du travail, au contraire le mini-boom capitaliste est généré par une exploitation toujours plus sophistiquée de la force de travail et par une augmentation croissante des taux de plus-value (le rapport entre le profit et les salaires). D'ailleurs en même temps que les journaux annonçaient la baisse du chômage en Suisse, ils indiquaient une tendance à la précarisation plus grande du travail.

Le capitalisme ne l'oublions pas est un mode de production cyclique; aux périodes fastes où le marché semble absorber toutes les marchandises, succèdent les périodes de crises où les forces productives sont devenues trop grandes, où trop de produits étouffent les marchés. A cette période de fastes économiques succédera de nouvelles périodes de crises, avec leurs lots de licenciements, de réduction des salaires, d'accroissement de la précarité matérielle et sociale, et aussi de nouveaux conflits militaires locaux ou à plus vaste échelle.

### RENOUER AVEC LA LUTTE DE CLASSE ET LE COMMUNISME RÉVOLUTIONNAIRE

Face aux problèmes d'aujourd'hui et à ceux de demain, le prolétariat se trouve isolé, sans défense et désorienté. Les repères de la lutte de classe n'existent plus dans la mémoire collective ouvrière et sont aujourd'hui à reconquérir. Il n'y a pas d'autre alternative pour le prolétariat que de renouer avec la lutte de classe et le communisme révolutionnaire. Le capitalisme, en dépit de ses airs triomphants de saison, n'a pas d'autre alternative à offrir à la classe ouvrière mondiale que l'exploitation grandissante et l'insécurité croissante. La concurrence à laquelle se livrent les capitaux du monde entier et qui est portée par la démocratie au rang de valeur bienfaisante suprême, ne peut apporter aucun bien-être et sécurité à la classe ouvrière et à toutes les masses laborieuses du monde. Elle n'engendre que guerres économiques fracassantes entre géants se disputant de plus en plus ouvertement et brutalement les parts de gâteau du marché mondial, ne renonçant à aucune méthode, ne reculant devant aucune alliance d'intérêt face à un ennemi commun.

Pour ne plus être la victime aphone de cette orgie d'économie guerrière - qui préfigure la guerre tout court - la classe ouvrière doit rompre avec toutes les illusions de la démocratie bourgeoise, retrouver les voies de la lutte de classe directe et sans compromission avec la défense de l'économie d'entreprise ou de l'économie nationale.

La lutte de classe immédiate, où les prolétaires s'organisent de façon indépendante de tous les alliés de la bourgeoisie provenant des organisations dites encore «ouvrières», où ils mettent en avant des revendications qui leurs soient propres et où ils utilisent les **moyens et méthodes de lutte directe**, est la seule condition qui leurs permette de se défendre de manière efficace contre les attaques capitalistes incessantes, de renforcer leur **unité de classe** et surtout finalement de préparer le terrain à des luttes plus vastes et aux objectifs révolutionnaires. Dans ce processus, que notre brève explication ne doit pas cacher la complexité, le prolétariat a besoin d'un parti politique qui le dirige et l'oriente dans sa lutte; un parti capable d'accumuler l'expérience passée et de la restituer dans les luttes suivantes, capable de guider un jour les luttes immédiates vers une perspective révolutionnaire et non pas seulement économique. Ce parti, c'est le parti de classe, le **parti communiste**, par définition **révolutionnaire, internationaliste et mondial**, comme celui qui fut construit par les bolchéviks avec la III<sup>ème</sup> Internationale, avant qu'elle succombe aux tentations centristes et

ne sombre finalement dans la trahison stalinienne. Ce parti nous le défendons, envers et contre tous les démocrates et pseudos révolutionnaires élevés sur les strapontins du réformisme, comme la condition unique et essentielle pour l'organisation de la classe ouvrière, comme la seule organisation capable de projeter en avant l'expérience historique passée du prolétariat révolutionnaire et de défendre le **programme révolutionnaire invariant** du prolétariat, capable après le renversement de l'Etat bourgeois et sur la base du nouvel Etat prolétarien d'instaurer la **dictature du prolétariat**, capable de porter la révolution au-delà de ses premières frontières, capable enfin de réaliser le **socialisme**, premier degré de la **société communiste**.

L'avenir de la classe ouvrière ne réside pas dans la société bourgeoise, démocratique ou non, mais bien dans la seule société sans classe: celle du **communisme**. Pour y parvenir, elle n'a pas d'autre voie que de rompre avec le démocratisme et l'illusion que la société bourgeoise pourrait se transformer progressivement et graduellement pour se muer en une société «égalitaire et juste», voire «socialiste». Elle n'a pas d'autre voie que de rompre les mille liens qui la retiennent prisonnière de cette société d'exploitation capitaliste, des liens matériels, politiques et idéologiques. La révolution n'est pas le résultat d'une bataille parlementaire qui se sublimerait, mais bien d'une action armée du prolétariat; la révolution est insurrectionnelle ou n'est pas. Comprendre ceci, c'est comprendre l'importance vitale pour le prolétariat de se doter de son parti et de son programme communiste et révolutionnaire, car un tel combat ne peut se mener avec des troupes éparses, fragilisées par la désunion, sujettes aux influences politiques et

organisatives des forces petites-bourgeoises et opportunistes oscillantes.

En rappelant aujourd'hui ces quelques grands principes marxistes, nous aimerions plus particulièrement nous adresser aux jeunes prolétaires qui n'ont pas pu connaître d'autres images du prétendu «communisme» que celles de la chute du mur de Berlin, qui sont entrés dans la vie à l'apogée de la toute puissance de la démocratie, du renforcement du contrôle militaro-financier de l'impérialisme sur le monde, de l'individualisme roi, de la perte des traditions les plus élémentaires de la lutte ouvrière, et même du souvenir de leur existence passée.

Ils doivent comprendre que les démocrates de tous rangs, ceux qui ont hérités des anciens grands partis staliniens comme le PCF en France, le PCI et le PCE en Italie et en Espagne, mais aussi ceux qui, à leur traîne habituelle ou «à gauche de la gauche», ne prônent pas autrement la «lutte finale» - lorsqu'il leur arrive encore d'en parler par accident et démagogie - que par le passage obligé aux urnes afin d'obtenir la légitimité démocratique du pouvoir, portent la responsabilité entière de cette situation de domination totale du capital sur les prolétaires. Ils doivent comprendre qu'il n'y a pas d'**alternative entre le capitalisme et le communisme** et que la démocratie bourgeoise ne leur permettra jamais de dépasser les limites établies de l'ordre capitaliste.

**Revendiquer toujours et encore la nécessité du parti, de la révolution, de la dictature du prolétariat pour l'instauration du socialisme, société sans classe ni salariat, n'est pas une vieilleries politique, mais bien une nécessité actuelle, toujours urgente et permanente.**

## La solidarité de classe, résultat le plus important de la lutte ouvrière

Parler aujourd'hui de solidarité de classe pourrait sembler ne plus avoir aucun sens étant donné la fragmentation de la classe ouvrière, la concurrence que le système capitaliste alimente en permanence parmi ceux qui devraient avoir conscience d'être des frères de classe, d'appartenir à une même classe, aux mêmes exigences objectives, aux mêmes intérêts matériels complètement opposés à ceux de la classe qui les exploite et les opprime chaque jour.

Mais, aujourd'hui comme hier et comme demain, les prolétaires n'ont pas d'autre alternative réelle que de surmonter la concurrence qui les épuise, les affaiblit et les livre en définitive à la classe capitaliste, et de recommencer à chercher à **s'unir pour la lutte de défense contre les patrons**.

Dans cette société, le développement du capitalisme conduit, au moins dans les pays les plus industrialisés, où l'entreprise - là où comme disait Marx on extorque jusqu'à la dernière goutte la plus-value des esclaves salariés - l'esprit d'entreprise, le despotisme de fabrique, les vexations et les humiliations subies à l'usine s'étendent à toute la vie sociale et à tout le territoire. Les marchandises sont produites et vendues à jet continu, le capital s'accumule et se reproduit à une vitesse accélérée et en conséquence la polarisation de la société s'accroît de façon gigantesque: d'un côté une minorité de la population, les capitalistes, les bourgeois qui s'enrichissent sans cesse; de l'autre côté une majorité de la population qui crée cette richesse par son travail salarié et ne possède rien. La richesse s'accroît à un pôle, tandis que s'accroît à l'autre pôle la misère sociale.

Il pourrait sembler, surtout à en croire la propagande bourgeoise, que le prolétariat tend à disparaître: la classe laborieuse est divisée en innombrables catégories, de plus en plus précarisée, avec des droits, des «garanties» et des statuts supprimés les uns après les autres; les grands complexes industriels se restructurent, licenciant des milliers d'ouvriers, les «pôles industriels traditionnels» disparaissent, les grandes concentra-

tions ouvrières cèdent la place devant une décentralisation des processus productifs qui entraînent une réduction correspondante des travailleurs. Le prolétariat classique qui se concentrait par milliers de gigantesques usines voit fondre ses effectifs, les équipements robotisés remplacent des centaines ou des milliers d'ouvriers tandis que d'un autre côté se multiplient petites et moyennes entreprises de commerce, de transport, de services. Mais le rapport typiquement capitaliste, l'exploitation des prolétaires, ne disparaît pas si changent les formes et les lieux de cette exploitation, bien au contraire. Grâce en particulier aux fameuses nouvelles technologies, tout devient échange, tout devient marché, tout devient travail; la division entre lieu de travail et lieu de vie familiale, entre le logement et l'entreprise tend à s'estomper: le prolétaire moderne doit être flexible, mobile, «nomade» - disponible à tout instant par l'entreprise pour être immédiatement rejeté de la production dès qu'il n'est plus utile. Le temps c'est de l'argent! Les échanges de marchandise ou de capitaux se feront «en ligne» car la vitesse de rotation du capital doit s'accélérer. La «nouvelle économie», en dépit des paillettes électroniques vantées par les médias, est la même que l'ancienne, mais avec un **degré supérieur d'exploitation**, avec une accélération de cette course folle du capital où les idéologues bourgeois voient la bonne santé de leur système dément.

Dans une société où la loi de la concurrence, la lutte de tous contre tous (Marx), est la loi suprême qui domine en réalité tous les rapports économiques et sociaux et personnels en dépit des sermons rituels, les divisions selon l'âge, le sexe, la race, la nationalité, peuvent apparaître comme «naturelles», comme une séparation normale d'intérêts qui demande des lois et des réglementations. Sous des formes diverses sans doute, c'est dans tous les pays capitalistes - et pas seulement les plus riches et les plus industrialisés - que ce genre de réaction est très répandu, y compris parmi les prolétaires, d'autant plus quand ceux-ci ont perdu la force et l'habitue-

## La solidarité de classe

de de lutter pour leurs intérêts propres, quand l'absence de lutte classiste laisse libre cours à l'individualisme, quand il sont mélangés socialement ou géographiquement à la petite-bourgeoisie qui se présente alors comme l'idéal à atteindre. Parler alors, ne disons pas de révolution et de communisme, mais de solidarité de classe, de lutte de classe, semble aux ouvriers eux-mêmes, des phrases creuses ou des illusions absolument vaines.

Mais la reprise de la lutte de classe est tout aussi certaine que l'évolution du capitalisme, à travers ses cycles d'expansion et de récession, vers des crises et des guerres.

La reprise de la lutte de classe ne sera pas un processus graduel, progressif, s'accomplissant en même temps dans tous les pays. Ce sera au contraire un processus tourmenté, fait de bonds en avant et de reculs, de victoires et de défaites, d'affrontements violents et de répressions brutales; mais ce sera aussi un processus d'unification, de solidarité, d'expériences positives de lutte et d'organisation, de constitutions d'organisations ou d'associations toujours plus stables qui serviront de points de départ pour les luttes ultérieures. C'est toute l'histoire du mouvement prolétarien qui nous le dit, c'est l'histoire des mille batailles de classe d'un prolétariat jamais définitivement dompté qui nous l'assure. Les Etats capitalistes n'auraient pas besoin d'appareils de répression si gigantesques et toujours en train de se renforcer, ils n'auraient pas besoin d'appareils collaborationnistes politiques et syndicaux si étendus, ils n'auraient pas besoin de continuer à faire les frais de maintien d'amortisseurs sociaux et d'institutions de contrôle social (de la prison à l'école, en passant par les systèmes des mass-médias, les organisations culturelles ou les diverses églises) si la bourgeoisie n'était pas consciente que le prolétariat représente toujours une menace potentielle pour elle et son système.

Le marxisme nous enseigne que les contradictions matérielles inhérentes à la société actuelle s'aggraveront au point de ne plus pouvoir être contrôlées au travers du consensus démocratique, au moyen du fonctionnement des amortisseurs sociaux qui redistribuent quelques miettes de l'exploitation. La pression du capitalisme sur toute la société mais en particulier sur le prolétariat augmentera nécessairement car c'est seulement en exploitant le travail salarié que le capital peut se valoriser, peut se reproduire, peut vivre. La misère sociale et la fatigue du travail s'accroîtront, le nombre de chômeurs et de précaires augmentera, mais augmentera aussi la pression de ces masses sur le capitalisme et ses institutions pour obtenir des moyens de survie. En définitive le besoin de s'organiser pour se défendre se fera de plus en plus pressant parmi les prolétaires et inévitablement la lutte entre les classes éclatera sur le terrain de l'affrontement ouvert. La bourgeoisie attaquera le prolétariat pour l'exploiter encore davantage ou pour l'utiliser comme chair à canon dans les guerres locales ou mondiales; les prolétaires devront se défendre et contre-attaquer pour échapper à leur esclavage et tout simplement pour survivre.

### LE RÔLE DE L'AVANT-GARDE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Les communistes se préparent pour l'action de classe que les contradictions sociales feront renaître avant tout en se plaçant dans la perspective marxiste qui trace la voie de l'émancipation prolétarienne jusqu'à la conquête violente du pouvoir, l'instauration de la dictature du prolétariat, le bouleversement complet de la structure économique pour arriver à l'avènement du communisme. Sur la base de ce programme historique du marxisme ils travaillent à la constitution du parti de classe, organe indispensable au prolétariat non seulement pour étendre et unifier la lutte révolutionnaire au niveau mondial, mais aussi pour que la lutte immédiate où les prolétaires font leur expérience directe et apprennent à reconnaître l'antagonisme de classe qui les oppose aux capitalistes et à leur Etat, puisse être dépassée et déboucher sur la lutte politique révolutionnaire.

des communiste révolutionnaires ne regardent pas seulement le programme général de la révolution prolétarienne future. Aujourd'hui, dans la situation concrète actuelle rien moins que révolutionnaire, il leur faut agir en contact étroit avec la classe ouvrière, avec les problèmes de sa lutte et de son organisation. Le refuser ignifierait laisser le terrain complètement libre à la propagande bourgeoise et à l'action de l'opportunisme politique et syndical, abandonner toute possibilité d'influence sur la classe ou au moins sur quelques uns de ses secteurs combattifs. Après des décennies de collaboration de classes par les diverses forces opportunistes (des sociaux-démocrates aux stalinien jusqu'aux maoïstes, trotskystes et autres), c'est-à-dire les diverses variantes du réformisme, les prolétaires d'aujourd'hui ont perdu tout contact avec la tradition classiste et révolutionnaire qui existait après la première guerre mondiale; les jeunes générations de prolétaires perdent aussi le contact avec la génération des prolétaires qui, bien que sans être sur le terrain révolutionnaire, ont cependant mené de dures luttes après la seconde guerre mondiale. Cette combativité avait contraint la bourgeoisie dans une période d'expansion économique à accorder un certain nombre de concessions et d'avantages, concessions et avantages qui depuis une vingtaine d'années sont les uns après les autres remis en cause, grâce en particulier au sabotage des luttes ouvrières par les syndicats tricolores et des faux partis ouvriers. C'est pourquoi les communistes révolutionnaires ont aussi la tâche de réimporter dans la classe les traditions mêmes de la **lutte économique immédiate**, de la lutte pour des revendications élémentaires, mais sur le terrain de la **défense exclusive des intérêts ouvriers**.

C'est sur le terrain de la lutte ouvrière immédiate que peut renaître la capacité à la lutte de classe parmi les masses prolétariennes aujourd'hui encore engluées dans les illusions démocratiques et collaborationnistes. C'est sur ce terrain que peut renaître la capacité à l'organisation caractéristique du mouvement ouvrier d'autrefois. C'est sur ce terrain que peut renaître, au travers de difficultés sans aucun doute considérables mais cependant surmontables, la solidarité de classe entre prolétaires de diverses générations, de diverses nationalités, de divers secteurs, la solidarité entre prolétaires actifs et chômeurs, entre prolétaires à l'emploi stable et précaires les plus absolus.

### IL NE PEUT Y AVOIR DE PAIX ENTRE BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

Les bourgeois se livrent entre eux à une concurrence permanente, tant sur le marché national que sur le marché mondial, qui mène de la guerre commerciale à la guerre tout court. Mais face aux prolétaires les bourgeois se comportent comme une classe, comme un groupe social qui a des intérêts communs à imposer et à défendre en surmontant tous les obstacles. Les prolétaires en peuvent donc résister cette classe qu'en luttant eux mêmes en tant que classe, en tant que groupe social qui unit ses forces en se basant sur les conditions matérielles qui le caractérise: le travail salarié auquel sont soumis tous les prolétaires pour vivre, qu'ils aient un emploi «stable» ou qu'ils ne travaillent pas pour des périodes plus ou moins longues. L'armée des chômeurs, réserve de main d'oeuvre destinée à accepter les pires conditions de travail, et la fraction toujours plus nombreuse des travailleurs précaires, à temps partiel, intérimaires ainsi que les travailleurs immigrés, sont utilisés par les capitalistes pour faire pression sur les conditions de l'ensemble des prolétaires, pour faire baisser les niveaux de salaire et dégrader de façon générale les conditions de travail et de vie, y compris des travailleurs à l'emploi fixe: la baisse du «coût du travail» est l'objectif affiché par tous les bourgeois pour améliorer la rentabilité de l'appareil productif.

L'intérêt authentique de tous prolétaires, quelque soit leur catégorie ou leur situation momentanée, est donc de **combattre et de surmonter la concurrence entre ouvriers** qui est alimentée par tous les moyens par les

capitalistes, non seulement parce qu'elle permet de pousser les salaires à la baisse mais aussi parce qu'elle empêche la lutte et pousse aux solutions individuelles, à la servilité face au patron.

Le salaire, fait central dans l'économie capitaliste puisqu'il détermine la grandeur du profit (surtravail), doit être le point central dans la lutte immédiate des prolétaires.

Le démantèlement systématique de l'édifice d'«amortisseurs sociaux» établis au cours des années d'expansion qui servaient à garantir un revenu au prolétaire en cas de maladie, chômage, à la retraite, etc., et à accorder un certain nombre de prestations à sa famille, constitue une **réduction du salaire réel**, puisque ces amortisseurs sont financés par le salaire: les fameuses «charges sociales» dont les patrons ne cessent de dénoncer à corps et à cris le niveau «intolérablement élevé», ne sont rien d'autre que du «salaire différé». De plus en plus le prolétariat, même dans les pays les plus riches, voit s'évanouir la perspective d'un niveau de vie élevé et toujours en augmentation; sa situation tend à se dégrader de plus en plus, même pour ceux qui échappent au chômage ou à la précarité; de plus en plus augmente l'instabilité, l'incertitude de sa condition tandis qu'augmente la charge de travail, la pénibilité du travail, la nécessité pour tous les membres des familles prolétariennes de trouver un emploi.

Si le système capitaliste aggrave les conditions de vie et de travail des prolétaires, s'il augmente la pression et l'abrutissement des prolétaires s'il augmente la concurrence et les tensions entre eux - y compris au sein des familles prolétariennes - il pousse et poussera aussi toujours plus les prolétaires à chercher à s'unir pour résister à cette pression. En même temps qu'il augmente l'oppression, le capitalisme produit le germe de la rébellion, de la lutte commune contre cette oppression sous ses différentes formes.

Il ne se passe pas de jour sans qu'éclate ici ou là, dans les entreprises ou dans les quartiers, de réactions à la rapacité patronale ou aux harcèlements policiers; il ne se passe pas de jour sans que des prolétaires ou des groupes de prolétaires réagissent à tel ou tel incident qui fait déborder le vase. Parfois éclatent des grèves dures, mobilisant des masses de travailleurs, y compris dans des catégories sans habitudes de lutte (convoyeurs de fonds). Ces épisodes peuvent paraître insignifiants ou inefficaces; ils peuvent passer pour des «faits divers» ou être interprétés comme des réactions de voyous à des «bavures» malheureuses (comme les émeutes de banlieues).

Mais ces épisodes sont précieux car ils confirment qu'entre prolétaires et bourgeois **il ne peut y avoir de paix, il ne peut y avoir aucune communauté d'intérêt**. Ils démontrent que le sous-sol du capitalisme est comme un volcan en activité; dans les périodes calmes comme celle que nous connaissons actuellement seuls de petits ébranlements localisés témoignent de cette activité, mais plus augmentent les tensions internes et plus se rapproche le jour où explosera le volcan. La classe bourgeoise ne sait pas quand éclatera l'explosion prolétarienne et quelle en sera la puissance, mais elle sait d'expérience que le danger existe et elle s'emploie à tout faire pour prévenir l'explosion: paralyser par la division, canaliser les tensions sur les catégories les plus faibles du prolétariat, désignées comme causes du chômage ou des bas salaires, comme les prolétaires immigrés (ou, dans certains pays, les femmes).

### SOLIDARITÉ DE CLASSE

C'est sur le terrain de la lutte immédiate, directe, que les prolétaires peuvent reprendre leurs forces, peuvent s'apercevoir qu'ils ont la capacité de résister et de faire reculer leur adversaire et que la clé de la réussite d'une lutte ne réside pas l'action des «spécialistes» syndicaux de la négociation, mais dans leur propre mobilisation; ils peuvent constater que ces «spécialistes» ne travaillent pas en réalité pour défendre leurs intérêts, mais pour défendre avant tout les intérêts de l'entreprise, de la région, de la nation, bref, les **intérêts bourgeois**. Alors, il peut devenir clair pour beaucoup que la défense de leurs propres intérêts, la défense des conquêtes du

passé ou des conditions actuelles, n'est pas possible sans rupture complète avec les intérêts bourgeois, la politique bourgeoise et tous ceux qui en sont les agents au sein de la classe ouvrière et sans l'adoption des méthodes, des moyens et des perspectives de la lutte de classe.

De ce point de vue, même des épisodes limités de lutte, s'il s'agit de lutte ouvrière directe et classiste peuvent avoir aujourd'hui une grande importance en montrant qu'il est possible de lutter et de s'organiser en dehors du contrôle des appareils collaborationnistes, qu'il est possible de résister victorieusement au patron et non de seulement se résigner à ses diktats.

Les prolétaires d'avant-garde et les révolutionnaires communistes ont la tâche de contribuer chaque fois que l'occasion se présente à élargir le fossé qui s'ouvre spontanément dans le mécanisme bien huilé du contrôle patronal ou réformiste. Il faut utiliser les brèches ouvertes par les contradictions matérielles du capitalisme dans la société, les rapports de production et sociaux, pour développer un travail de dénonciation, d'orientation et d'organisation classiste.

Les communistes révolutionnaires ont la tâche de réintroduire dans les épisodes de lutte les traditions de classe du mouvement prolétarien et les leçons des luttes passées; ils doivent constituer un point de référence ferme, précis, intransigeant, capable de résister aux hauts et aux bas des luttes, de préparer dans les reculs les luttes futures. Les communistes soutiennent toutes les luttes, toutes les revendications qui intéressent exclusivement la défense des conditions prolétariennes, qui font faire un pas en avant au mouvement de lutte sur le plan de l'organisation et sur celui de l'expérience, qui unifient les prolétaires contre les divisions de catégorie, de corporation ou de nationalité, qui sont liées aux objectifs les plus généraux, les plus à même d'intéresser les masses du prolétariat international. Depuis le Manifeste le marxisme a toujours affirmé que le résultat le plus important des luttes est l'union grandissante des prolétaires: les communistes mettent au premier plan le dépassement de la concurrence entre prolétaires, la **solidarité de classe**.

La solidarité est possible quand les travailleurs reconnaissent qu'ils ont en commun une même condition sociale et que ce n'est qu'en s'unissant qu'ils peuvent avoir la force de s'opposer à l'exploitation patronale, en surmontant les habitudes, les préjugés, les poisons de la division semés et entretenus par les capitalistes et leurs agents collaborationnistes.

La naissance et le maintien de la solidarité de classe ne peuvent être abandonnées à la spontanéité; il s'agit d'une pratique qui doit être mise en oeuvre grâce à des orientations, des revendications, des plate-formes, etc., destinées à **organiser** l'union des prolétaires: par exemple augmentations unitaires et non hiérarchiques de salaires, indemnités de chômage ou de licenciement égales au salaire, égalité de conditions entre ouvriers permanents et temporaires, embauche de ces derniers, etc.

La division est réelle au sein de la classe entre ceux qui jouissent encore de certaines «garanties» et ceux qui n'en ont pas (en général les prolétaires les plus jeunes, qui entrent sur le marché du travail). Les travailleurs «garantis» - et qui ont peut-être conservé un certain souvenir des luttes passées, ont la **responsabilité** de faire un pas vers les plus jeunes et d'avoir la force de démontrer concrètement leur solidarité, la solidarité dans la lutte. Ce lien avec les jeunes générations a beaucoup d'importance dans la situation actuelle car il s'agit là d'une division particulièrement utilisée tous les jours par les patrons.

Plus la classe ouvrière est faible et incapable de réagir aux attaques contre ses conditions de vie et plus se développe la précarité, la paupérisation - même pour ceux qui s'imaginent avoir la chance d'être «protégés» pour le moment contre ces attaques.

**Solidarité de classe, donc, pour résister à la dégradation des conditions de vie et de travail et préparer la contre-attaque prolétarienne!**

## La «Gauche plurielle», serviteur empressé du capital

( Suite de la page 1 )

mieux! Mais il a suffi que la méthode change - autrement dit il a suffi que le nouveau ministre réaffirme la pratique traditionnelle du ministère qui consiste à utiliser les organisations syndicales collaborationnistes au lieu de vouloir les contourner - pour que s'effondre aussitôt le terrible front du refus de la libéralisation.

Par exemple, alors que, sur la vague des manifestations de protestation, la plupart des syndicats se disaient farouchement opposés au nouveau statut des enseignants du technique proposé par Allègre, il a suffi que le même statut, une fois la mobilisation retombée, soit proposé par Mélenchon pour qu'il soit accepté au Comité Paritaire Ministériel par la FEN et le FSU, tandis que s'abstenaient ou ne prenaient pas part au vote la CGT et le SGEN-CFDT (2) ...

### LES SYNDICATS CÈDENT AUX REVENDECTIONS PATRONALES

Le nouveau gouvernement a vu se renforcer le poids des faux communistes du PCF, de la gauche du PS, des écologistes. Pour donner un coup de barre à gauche? Pour être plus favorables aux prolétaires et moins coulant vis-à-vis des entreprises, grandes ou petites, qui polluent et empoisonnent l'environnement? C'est l'inverse qui est vrai.

Plusieurs études ont montré que le salaire ouvrier «stagnait» en raison de l'application des 35 heures (3); les autorités font grand tapage sur la réduction du nombre officiel des chômeurs; indépendamment de la question de savoir dans quelle mesure ces chiffres sont exacts, elles oublient de dire que les emplois créés sont pour la plupart des emplois précaires et mal payés. Non seulement les prolétaires ne profitent en rien de ce

retour de la croissance annoncé à grand son de trompettes, mais ils subissent une pression encore accrue de la part du patronat, encouragé par le gouvernement lui-même, qui avait placé sa fameuse réforme des 35 heures sous le signe de l'augmentation de la productivité.

Ce n'est pas nous qui le disons, mais le patronat lui-même. Depuis plusieurs mois le MEDEF (la nouvelle appellation du CNPF) a lancé une grande campagne pour une «refondation sociale», c'est-à-dire pour une remise en cause des réglementations et du fonctionnement du marché du travail. Le MEDEF trouve trop généreuse l'indemnisation des chômeurs; avec l'appui de la CFDT, il voudrait, comme il le dit, «*privilégier le retour au travail sur l'indemnisation du chômage*»: en clair obliger les chômeurs à accepter le travail qu'on leur propose ou voir leur indemnisation supprimée. Le MEDEF trouve trop «*tayloriste*», inadaptée aux «*exigences de la nouvelle économie*», l'organisation actuelle du travail; il voudrait donc supprimer les CDI (Contrats à Durée Indéterminée, insupportablement rigides pour les patrons) et les remplacer par des contrats de travail de 5 ans maximum. Selon «*Le Monde*» (3), le MEDEF explique qu'il ne fait que suivre l'exemple des «*contrats-jeunes*» instaurés par Martine Aubry ...

Sans doute les revendications du MEDEF n'ont pas abouti pour l'instant. Mais jamais les représentants du patronat, soucieux de ne pas jeter de l'huile sur le feu, n'ont pensé qu'elles pourraient aboutir sous cette forme: la déstabilisation brutale du consensus social que cela aurait constitué n'était pas du tout le but recherché. Si les syndicats se sont donc félicités d'avoir fait reculer les patrons dans les discussions paritaires en cours, c'est pour mieux cacher qu'ils avaient, eux, cédé sur l'essentiel en

acceptant la remise en cause du système actuel (combien imparfait, puisque plus de la moitié des chômeurs serait privée d'indemnités!) et en abandonnant la revalorisation de ces indemnités.

Nouvelle confirmation que ce n'est pas d'eux et de leurs négociations bien huilées avec le patronat ou le gouvernement que les prolétaires peuvent attendre une aide quelconque, mais de leur seule lutte ouverte et véritables pour leurs véritables intérêts ...

\* \* \*

Devant des patrons, Jospin a récemment fièrement déclaré que «*préserver le socle des droits fondamentaux des salariés et des chômeurs, mais aussi assurer le respect d'exigences de justice et d'équité (...) sont des responsabilités que le gouvernement et le Parlement ne peuvent pas abdiquer*», mais il a expliqué aussitôt que c'était pour «*maintenir la cohésion sociale ou veiller à l'équilibre des comptes sociaux*». Et il s'est fait applaudir en disant «*nous avons besoin de vous!*» (4).

Tout est dit: y compris face aux aspirations des patrons individuels d'exploiter toujours plus et au maximum leurs, salariés, l'Etat bourgeois, défenseur de l'intérêt de classe de la bourgeoisie, doit faire valoir qu'il ne faut pas mettre en péril la paix sociale; le maintien de cette paix sociale - comme au niveau politique plus général, le fonctionnement efficace de la démocratie - a un prix, qu'il est encore avantageux pour les patrons de payer.

Quant au «*nous avons besoin de vous*», il voulait signifier: «*vous avez besoin de nous*», vous avez besoin de bons serviteurs qui tiennent la maison en ordre, vous préviennent des risques d'incendie et étouffent les petites étincelles, et si vous trouvez que le service est un peu cher, nous ferons notre possible pour réduire les frais sans nuire à son efficacité.

Les prolétaires n'ont pas besoin d'eux, ni de leurs alliés, semi-alliés ou aspirants-al-

liés. La lutte de défense contre les patrons nécessite la rupture totale avec toute cette bande de serviteurs de la bourgeoisie dont ils ne peuvent ni ne pourront jamais obtenir que de mauvais coups.

Le patronat veut une refondation sociale? C'est un retour de la lutte de classe qu'il faut préparer!

(1)«Rouge», organe des trotskystes de la LCR, écrivait le 6/04: «*Après le départ de sauter et d'Allègre, balayés par les mouvements sociaux, on aurait pu s'attendre, en toute logique, à un coup de barre à gauche*». Evidemment si on pense comme le même journal (16/03) que le gouvernement de gauche était «*à égale distance des attentes sociales et des exigences des capitalistes*», cette conclusion peut être logique. Mais c'est une logique purement opportuniste, qui falsifie la réalité pour justifier une politique opportuniste, antiprolétarienne.

(2)Seul FO a pu se payer le luxe de voter contre, cf «*Sud Education*» n° 98 (mai 2000). Mais «*Sud*» qui critique justement la duplicité de ces syndicats, estime qu'un «*front syndical regroupant la CGT, FO, SUD et le SNEEP aurait permis d'ouvrir d'autres perspectives à la lutte*»; il n'explique pas quelles perspectives les traites à la lutte auraient pu ouvrir s'ils avaient accepté de le reconnaître.

(3)cf «*Les salariés stagnent, pas les primes*», «*Le Figaro*», 27/05/2000, qui cite plusieurs études montrant aussi qu'«*en matière salariale, la réduction du temps de travail a accéléré des phénomènes tels que l'individualisme et la montée en puissance de la part variable (prime, bonus, intéressement) aux dépens des hausses générales et automatiques de base*». C'est-à-dire qu'une partie plus importante du salaire est sujette à l'arbitraire patronal.

(4)cf «*Les Echos*», 26/05/2000. Ce quotidien patronal titre son article: «*Jospin veut renouer avec les entreprises*». Comme s'il avait jamais rompu avec elles!

## Le marxisme n'est pas une idéologie mais une science

(Réunion Générale de Gênes, janvier 2000)

( Suite de la page 1 )

des sociétés précédentes, il fallait avoir une conception et une méthode scientifique de travail, capable d'éviter les explications banales, mécanistes ou métaphysiques, de l'histoire. Il s'agit du matérialisme historique et dialectique, qui est au coeur de l'analyse marxiste des sociétés humaines. Dans la brochure «*Socialisme utopique et socialisme scientifique*», après avoir fait l'histoire des progrès de la connaissance et des changements correspondants de conceptions philosophiques jusqu'à l'époque moderne, Engels écrit:

«*Dès lors que chaque science spéciale est invitée à se rendre un compte exact de la place qu'elle occupe dans l'enchaînement général des choses et de la connaissance des choses, toute science particulière de l'enchaînement général [philosophie - NdR] devient superflue. De toute l'ancienne philosophie, il ne reste plus alors à l'état indépendant, que la doctrine de la pensée et de ses lois - la logique formelle et la dialectique. Tout le reste se résout dans la science positive de la nature et de l'histoire*»

Mais, continue-t-il, «*tandis que le revirement dans la conception de la nature ne pouvait s'accomplir que dans la mesure où la recherche fournissait la quantité correspondante de connaissances positives, des faits historiques s'étaient déjà imposés beaucoup plus tôt, qui amenèrent un tournant décisif dans la conception de l'histoire. En 1831 avait eu lieu à Lyon la première insurrection ouvrière; de 1838 à 1842, le premier mouvement ouvrier national, celui des chartistes anglais, atteignait son point culminant. La lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie passait au premier plan de*

*l'histoire des pays les plus avancés d'Europe, proportionnellement au développement de la grande industrie d'une part, de la domination politique nouvellement conquise par la bourgeoisie d'autre part*». Voilà donc que «*les enseignements de l'économie bourgeoise sur l'identité des intérêts du capital et du travail, sur l'harmonie universelle et la prospérité universelle résultant de la libre concurrence, étaient démentis de façon de plus en plus brutale par les faits*».

(...) «*Les faits nouveaux obligèrent à soumettre toute l'histoire du passé à un nouvel examen et il apparut que toute l'histoire passée, à l'exception des origines, était l'histoire des luttes de classes, que ces classes sociales en lutte l'une contre l'autre sont toujours des produits des rapports de production et d'échange, en un mot des rapports économiques de leur époque; que, par conséquent, la structure économique de la société constitue chaque fois la base réelle qui permet, en dernière analyse, d'expliquer toute la superstructure des institutions juridiques et politiques, aussi bien que des idées religieuses, philosophiques et autres de chaque période historique*».

(...) «*Maintenant l'idéalisme était chassé de son dernier refuge, la conception de l'histoire; une conception matérialiste de l'histoire était donnée et la voie était trouvée pour expliquer la conscience des hommes à partir de leur être, au lieu d'expliquer leur être en partant de leur conscience, comme on l'avait fait jusqu'alors*» (1).

Donc, même sur la question du socialisme, qui apparaissait jusqu'alors comme la «*découverte fortuite de tel ou tel esprit de génie*», comme effectivement une idéologie, une utopie, une perspective relevant de conceptions métaphysiques, idéalistes, un saut

révolutionnaire était réalisé en découvrant qu'il s'agissait du «*produit nécessaire de la lutte de deux classes produites par l'histoire, le prolétariat et la bourgeoisie*». Le socialisme scientifique sortait ainsi de l'impasse du socialisme utopique:

«*Sa tâche ne consistait plus à fabriquer un système social aussi parfait que possible, mais à étudier le développement historique de l'économie qui avait engendré d'une façon nécessaire ces classes et leur antagonisme, et à découvrir dans la situation économique ainsi créée les moyens de résoudre le conflit. (...) Le socialisme antérieur critiquait le mode de production capitaliste existant et ses conséquences, mais il ne pouvait pas l'expliquer, ni par conséquent en venir à bout; il ne pouvait que le rejeter purement et simplement comme mauvais*».

C'est grâce à la conception matérialiste de l'histoire et du matérialisme dialectique qui constituent sa base que le marxisme réussit là où les philosophies, les idéologies, les conceptions économico-fondées sur des positions métaphysiques ou mécanistes ne peuvent ni ne pourront jamais réussir: donner l'explication du système capitaliste et de ses conséquences, en découvrant ses origines et sa fin inévitable. Engels explique qu'il s'agissait de «*représenter ce mode de production capitaliste dans sa connexion historique et sa nécessité pour une période déterminée de l'histoire, avec par conséquent, la nécessité de sa chute*»; et il s'agissait de découvrir le secret de la formation du profit - «*de mettre à nu aussi son caractère interne caché*». La découverte de la plus-value, dont la quête constitue le moteur interne du capitalisme, était le résultat de la recherche marxiste sur le processus de développement de ce système économique et social.

«*Il fut prouvé que l'appropriation de travail non payé est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier qui en résulte; que même lorsque le capitalisme paie la*

*force de travail de son ouvrier à la pleine valeur qu'elle a sur le marché en tant que marchandise, il en tire pourtant plus de valeur qu'il n'en a payé pour elle; et que cette plus-value constitue, en dernière analyse, la somme de valeur d'où provient la masse de capital sans cesse croissante accumulée entre les mains des classes possédantes. La marche de la production capitaliste, aussi bien que de la production de capital, se trouvait expliquée*».

L'appropriation par les capitalistes de travail non payé, c'est-à-dire l'extorsion de plus-value, est le mécanisme fondamental du mode de production capitaliste de sa naissance à sa mort. Pendant toute cette période historique il ne peut y avoir autre chose que cette extorsion et toute la superstructure politique, juridique, institutionnelle de cette société ne peut avoir d'autre but que de permettre la poursuite et la défense de cette extorsion. Le conflit entre prolétariat et bourgeoisie ne se limite donc pas à un rapport économique direct et «*personnel*» entre «*travailleur*» et «*fournisseur de travail*»; il s'étend à tout l'ensemble des rapports sociaux et politiques et c'est en ce sens qu'il est un conflit de classe.

\* \* \*

La pensée dialectique, précise Engels, envisage le monde entier de la nature, de l'histoire et de l'esprit «*comme un processus, c'est-à-dire comme étant engagé dans un mouvement, un changement, une transformation et une évolution constants*» dont il s'agit de démontrer «*l'enchaînement interne*». Cette véritable révolution de la pensée que constitue la méthode dialectique par rapport au mode de pensée traditionnel a permis la naissance du matérialisme historique - la conception matérialiste et dialectique de l'histoire qui permet la compréhension des évolutions historiques et la découverte des conséquences inévitables de ces évolutions. Le communisme révolutionnaire affirme que la conséquence nécessaire, his-

## Le marxisme ...

toriquement inévitable, du conflit de classe entre prolétariat et bourgeoisie est l'affrontement révolutionnaire général qui mettra fin au système capitaliste et ouvrira la voie à une société non plus divisée en classes antagonistes, mais à une société de toute l'espèce humaine, mettant ainsi fin à la préhistoire de l'humanité. La démonstration de cette affirmation et de la théorie marxiste ne doit pas être cherchée dans les prétendus «Etats socialistes» où, comme nous l'avons expliqué dans de nombreux travaux, il n'y a jamais eu le moindre socialisme (ne serait-ce que parce que le socialisme est une société sans classes donc sans Etat) même s'il y a eu effectivement en Russie une révolution prolétarienne et un pouvoir prolétarien avant la contre-révolution stalinienne (2).

La démonstration se trouve dans l'analyse du processus historique de la naissance et de la mort des diverses sociétés de classes que seul le marxisme a été capable de faire et d'expliquer. Le développement des forces productives produit en lieux et temps donnés les conditions objectives de la formation d'une organisation sociale supérieure à celle existante et correspondant au niveau atteint par ces forces productives. Le passage d'une organisation sociale à l'autre est le résultat de la lutte entre la classe d'hommes attachés à l'organisation existante, la classe réactionnaire qui fait obstacle au progrès social, et la classe révolutionnaire qui est l'expression des nouvelles forces productives et qui entraîne derrière elle la majorité de la population. Au long d'un processus millénaire les sociétés humaines ont suivi dans l'ensemble, avec des rythmes différents selon les conditions locales, le même processus de développement, selon l'enchaînement interne dont parle Engels: développement économique, accumulation des richesses (conditions de survie) par une partie des groupes humains, renversement de la superstructure politique et institutionnelle ancienne et son remplacement par une nouvelle correspondant aux intérêts des classes victorieuses; nouveau développement des forces productives, etc., jusqu'au capitalisme, mode de production qui généralise son système au monde entier, unifie les conditions de vie de toute l'humanité, intégrant de force dans le cours historique commun mêmes les groupes humains les plus isolés, perdus dans les endroits les plus reculés. C'est précisément la raison pour laquelle le marxisme le définit comme le dernier des modes de production de classe: dialectiquement il crée les bases de l'existence pour la première fois depuis l'apparition de l'homme d'une organisation sociale intéressante non plus seulement des groupes humains particuliers, séparés et autonomes (donc potentiellement hostiles) par rapport aux autres, mais le genre humain tout entier: le communisme.

Engels donne l'exemple de l'astronomie, la science de l'observation du ciel où les anciens plaçaient le royaume de Dieu et qui n'était donc que régularité, immuabilité et éternité. En rompant avec les préjugés et en adoptant en pratique une conception matérialiste et dialectique de grands savants furent à même de démontrer que le système solaire avait eu une naissance et qu'il connaîtrait une fin, tandis que d'autres systèmes solaires apparaîtraient et disparaîtraient ailleurs.

De même, la conception matérialiste dialectique appliquée, cette fois tout-à-fait consciemment et ouvertement, à l'histoire a permis au marxisme de démontrer l'enchaînement interne de l'évolution des sociétés, de démontrer que le capitalisme, comme toutes les autres organisations sociales, a eu une naissance et qu'il aura un fin; le marxisme a prévu les crises du capitalisme, ses guerres, son expansion mondiale, son développement jusqu'à la contradiction maximale entre les forces productives et les formes capitalistes qui les contiennent qui conduira à son explosion et à l'avènement d'une nouvelle société. Le marxisme représente l'achèvement de la révolution de la pensée initiée par la philosophie dialectique allemande hégélienne con-

tre les conceptions du monde métaphysiques, mécanistes, religieuses et mystiques.

Mais le marxisme n'est pas resté prisonnier de la philosophie. Engels affirme dans l'«Anti-Dühring» que lui et Marx ont été les seuls à sauver de la philosophie idéaliste allemande la dialectique consciente et à la transférer dans la conception matérialiste de la nature et de l'histoire. Ce «transfert», cette fusion organique entre le produit le plus élevé de la philosophie et les découvertes scientifiques sur les processus de développement des phénomènes matériels, ont permis au marxisme d'être la seule théorie de la connaissance aujourd'hui existante.

«La grande idée fondamentale selon laquelle le monde ne doit pas être considéré comme un complexe de choses achevées, mais comme un complexe de processus où les choses, en apparence stables, tout autant que leurs reflets intellectuels dans notre cerveau, les concepts passent par un changement ininterrompu de devenir et de périr où, finalement, malgré tous les hasards apparents et tous les retours momentanés en arrière, un développement progressif finit par se faire jour - cette grande idée fondamentale a, surtout depuis Hegel, pénétré si profondément dans la conscience courante qu'elle ne trouve sous cette forme générale presque plus de contradiction. Mais la reconnaître en paroles et l'appliquer, dans la réalité, en détail, à chaque domaine soumis à l'investigation, sont deux choses différentes»; pour la philosophie dialectique, «il ne subsiste rien de définitif, d'absolu, de sacré devant elle; elle montre la caducité de toutes choses et en toutes choses, et rien ne subsiste devant elle que le processus ininterrompu du devenir et du périr, de l'ascension sans fin de l'inférieur au supérieur, dont elle n'est elle-même que le reflet dans le cerveau pensant» (3).

Reprenant cette question, Lénine souligne dans un article sur Karl Marx ce qui constitue l'essence de la dialectique marxiste:

«A notre époque, l'idée du développement, de l'évolution, a pénétré presque entièrement la conscience sociale, mais par d'autres voies que la philosophie de Hegel. Cependant, cette idée, telle que l'ont formulée Marx et Engels en s'appuyant sur Hegel, est beaucoup plus vaste et plus riche de contenu que l'idée courante de l'évolution. Une évolution qui semble reproduire des stades déjà connus, mais sous une autre forme, à un degré plus élevé («négarion de la négation»); une évolution pour ainsi dire en spirale et non en ligne droite; une évolution par bonds, par catastrophes, par révolutions, par «solutions de continuité»; la transformation de la quantité en qualité; les impulsions internes du développement, provoquées par la contradiction, le choc des forces et tendances diverses agissant sur un corps donné, dans le cadre d'un phénomène donné ou au sein d'une société donnée; l'interdépendance et la liaison étroite, indissoluble, de tous les aspects de chaque phénomène (et ces aspects, l'histoire en fait apparaît sans cesse de nouveaux), liaison qui détermine le processus universel du mouvement, processus unique, régi par des lois, tels sont certains des traits de la dialectique, en tant que doctrine de l'évolution plus riche de contenu que la doctrine usuelle» (4).

La révolution bourgeoise et en particulier la révolution française a été, même pour les révolutionnaires bourgeois, la démonstration la plus vive de la conception dialectique et matérialiste du monde; elle a été la plus profonde solution de continuité par rapport aux précédents tournants historiques menant d'une organisation sociale à une autre. Mais la bourgeoisie pensait que sa révolution devait être la dernière, la dernière solution de continuité, l'étape ultime de l'évolution historique qui s'était réalisée jusque là de façon violente, par révolutions et catastrophes.

La révolution bourgeoise a mis en mouvement le peuple, la très grande majorité de la population prit part à la lutte pour abattre l'ancien régime: voilà la base de l'idéologie

démocratique. Sur le terrain économique, la bourgeoisie a réduit tous les rapports au pur rapport marchand, y compris pour ce qui est du travail humain; sur le terrain idéologique la bourgeoisie a tout réduit à la simple conscience individuelle autonome. Ces réductions, ces simplifications constituaient en réalité une tromperie gigantesque. L'égalité entre les hommes, décrétée par les grands principes et les droits, ne peut pas exister dans une société divisée en classes et donc pas davantage dans la société bourgeoise. La société capitaliste a simplifié les rapports sociaux mais n'a pas fait disparaître les antagonismes: elle les a réduits aux éléments essentiels en divisant toute la société en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes fondamentales opposées directement l'une à l'autre: la bourgeoisie et le prolétariat.

L'idéologie démocratique n'a plus pour fonction que de cacher cette division, d'empêcher les prolétaires de reconnaître qu'ils font partie d'une même classe, opprimée et exploitée, mais qui a la force de renverser la société existante dès lors qu'elle entre en lutte, ou, pour reprendre les mots du Manifeste, dès qu'elle se constitue en classe donc en parti. La science marxiste est l'outil le

plus puissant et le plus sûr dont elle dispose pour vaincre dans ce combat décisif pour l'avenir de l'humanité.

(1) Voir le chapitre II de «Socialisme utopique et socialisme scientifique» (par exemple édition bilingue, Ed. Sociales 1977, p. 132 et suivantes). Sauf indication contraire, toutes les citations d'Engels qui suivent sont tirées du même texte. Cette brochure, dont le titre dans les autres langues est: «Le développement du socialisme de l'utopie à la science», est constituée de chapitres de l'«Anti-Dühring» publiés à part en 1880 pour faciliter la propagande auprès du public français.

(2) Pour un exposé de nos analyses sur la question, se reporter à «Dialogue avec Staline», «Bilan d'une révolution» (dans la série des Textes du P.C.Int.), à la brochure «Révolution et contre-révolution en Russie» (supplément au Proletaire), à «Programme Communiste» n° 96, etc.

(3) F. Engels, «Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande», Ed. Sociales 1966, p.23.

(4) Lénine, «Karl Marx», juillet-novembre 1914. Oeuvres, tome 21, p. 48-49.

## Amadeo Bordiga De l'économie capitaliste au communisme (I)

Nous publions ici une première partie du texte de la conférence tenue par Amadeo Bordiga à Milan le 2 juillet 1921 qui fut ensuite diffusé par le Parti Communiste d'Italie dans une brochure de propagande.

Cette conférence prononcée à un moment où les échéances révolutionnaires semblaient rapprochées ne voulait pas faire une étude théorique fouillée, mais avertir un large public prolétarien de l'importance des transformations sociales que la dictature du prolétariat sera appelée à réaliser. L'intérêt du texte est qu'il ne cache pas mais souligne au contraire l'énorme complexité des tâches que devra affronter la classe prolétarienne; celle-ci doit par conséquent se préparer à ces tâches bien avant la prise du pouvoir, en dehors de toute rhétorique et de tout simplisme, avec la conscience d'avoir «tout un monde à conquérir» et de ne pouvoir le conquérir qu'au prix de dures luttes et de lourds sacrifices, loin de l'illusion que le pouvoir d'Etat bourgeois une fois renversé, il serait possible de passer au socialisme du jour au lendemain.

Chers camarades,

Nous avons voulu choisir pour cette conférence un thème du plus haut intérêt, mais que je ne pourrais, naturellement, traiter à fond, étant donné le grand nombre de ses aspects. Très souvent, lorsqu'on décrit suivant notre idéologie quelles seront les caractéristiques du passage du régime bourgeois au régime communiste, on insiste très bien et très clairement sur la partie historique et politique de la question; on discute de ce qu'est la conquête politique du pouvoir en opposition aux affirmations d'autres écoles; mais on ne met pas aussi clairement en évidence quel est le caractère économique de ce passage entre deux époques, deux histoires, deux régimes. On rencontre donc fréquemment des opinions erronées en la matière, même parmi des camarades qui occupent des fonctions dirigeantes dans notre mouvement. C'est une matière qui, même dans notre parti, n'a pas été suffisamment approfondie, suffisamment étudiée, bien que nous ayons tous à notre disposition, outre les oeuvres classiques de nos maîtres, la précieuse expérience de la révolution russe qui expose sous nos yeux la transition de l'économie capitaliste à l'économie socialiste et communiste.

Nous allons donc traiter quelques points fondamentaux de cette question extrêmement intéressante, sans avoir la prétention d'en faire un exposé complet, ce qui signifierait vouloir faire ici un exposé complet de la doctrine économique du socialisme. Nous rappellerons d'abord à grands traits ce qu'était la partie la plus commune, la plus courante, la plus ordinaire de la propagande socialiste et communiste, la critique de l'ordre économique actuel de la société capitaliste, la mise en évidence des caractères que la révolution prolétarienne doit briser et dépasser par l'action de la classe qui est marty-

risée par les rapports sociaux existants.

### LE CAPITALISME ET SA NATURE

L'économie capitaliste, telle que nous la voyons se développer dans notre pays et dans les pays plus avancés que celui où nous vivons, se présente, depuis que le régime capitaliste a remplacé les vieilles formes féodales, comme une économie d'entreprises séparées, autonomes; c'est l'économie de la propriété privée ou, pour être plus exact, l'économie de l'exercice privé des entreprises productives: entreprises qui, c'est là le caractère particulier du cadre économique capitaliste, regroupent en elles des quantités considérables de forces productives - en entendant par forces productives aussi bien les hommes occupés à un travail donné, que tous les moyens et les ressources techniques dont ils se servent jusqu'à la finition des produits élaborés par ces entreprises.

L'époque capitaliste a précisément débuté avec l'apparition de cette technique productive moderne, qui a provoqué la naissance des grandes fabriques utilisant les dernières découvertes scientifiques, les grandes forces de la vapeur et de l'électricité, réunissant donc dans une organisation unique subdivisée en différentes parties, un grand nombre de personnes occupées à l'élaboration d'un même produit dans cette unité productive, regroupant une multitude d'ouvriers aux fonctions distinctes selon une précise spécialisation. Puisque le capitalisme commence économiquement lorsque, dans le domaine technique, nous nous trouvons face à la spécialisation, à la division des fonctions du travail et, en même temps, à la concentration d'un grand nombre de travailleurs occupés à la préparation du même produit, du même produit qui doit être écoulé sur le marché.

( Suite en page 6 )

## Amadeo Bordiga De l'économie capitaliste au communisme (I)

(Suite de la page 5)

Alors qu'à l'époque pré-capitaliste la production des articles manufacturés était l'oeuvre de l'artisan qui n'avait que deux ou trois aides à ses côtés et qui, fort de secrets techniques et de l'expérience de son art, travaillait seul les objets qui devaient être commercialisés, l'utilisation de ces moyens plus modernes conduit au contraire à la spécialisation de ces travaux. Une série de phases nous conduisent de la matière première à l'article produit en grandes quantités. Une équipe déterminée d'ouvriers avec des machines et des procédés particuliers, est affectée à chacune de ces phases: chaque ouvrier ne peut accomplir le cycle productif complet, mais est affecté à une seule phase de ce cycle. Par conséquent, spécialisation, division du travail entre tous les éléments qui composent l'unité productive, depuis le simple manuel jusqu'au technicien qui dirige et accomplit des opérations d'ordre scientifique, des calculs qui peuvent être nécessaires pour mener à bonne fin ce mécanisme de la production.

Le fondement technique du régime capitaliste est donc l'existence de ces grandes unités productives.

Ces unités productives sont la propriété d'individus ou d'associations, de regroupements d'individus que nous appellerons capitalistes, industriels: ce sont les détenteurs des actions de l'entreprise lorsque celle-ci prend la forme d'une société; mais dans ces grandes installations productives, l'ensemble des ressources de la production n'appartient pas à ceux qui y travaillent. Alors que l'artisan d'autrefois disposait des moyens et des instruments nécessaires à son travail, l'ouvrier d'aujourd'hui qui travaille aux côtés de centaines ou de milliers de ses camarades, ne dispose plus des moyens de production; il n'est pas propriétaire des instruments productifs et par conséquent il n'est pas non plus propriétaire des produits. L'artisan vendait à sa convenance le résultat de son travail; l'ouvrier industriel, à l'inverse, n'a aucun droit sur les produits qui sortent de l'entreprise, de l'usine, de l'établissement. Ces produits sont à disposition des entrepreneurs, des capitalistes, que ceux-ci soient constitués d'un seul individu, d'une société anonyme ou de n'importe quelle autre forme. En compensation de son travail, l'ouvrier reçoit un «salaire», c'est-à-dire un paiement en argent qui, comme l'a démontré la théorie marxiste, représente non la totalité mais seulement une fraction de ce qu'il a donné; l'autre fraction, la dite **plus-value** est prélevée dans l'intérêt de l'entrepreneur capitaliste: elle représente le profit de la spéculation qu'il a organisée en mettant sur pied cette affaire.

Seule une partie du travail de l'ouvrier est donc payée sous forme de salaire, l'autre partie constituant le gain, le profit du capitaliste qui est un élément complètement passif de la production. En effet quand nous calculons ce profit, nous supposons avoir déduit non seulement le salaire des ouvriers, mais aussi celui des employés de l'administration, des techniciens, des ingénieurs, de tous ceux qui ont une fonction réelle dans la production, il reste toujours une certaine quantité qui représente le gain, le profit tiré par le capital employé: il correspond à une fonction dénoncée comme passive par la critique économique socialiste.

### L'ÉVOLUTION DU CAPITALISME

La critique de la société capitaliste faite du point de vue du marxisme, que nous nous contentons de rappeler ici, a tiré la conclusion qu'une société dont la production est organisée sur de telles bases, ne peut fonctionner indéfiniment: ce mécanisme n'est pas rationnel et son fonctionnement doit

nécessairement conduire à toute une série d'inconvénients, de contradictions, de crises jusqu'au moment où, avec l'aggravation de ces crises, le système lui-même se révélera incapable de fonctionner et devra céder la place à un nouveau système productif, le système socialiste.

Il n'est pas possible d'éviter cette succession de crises dans l'univers de l'économie capitaliste. Le marxisme en a fait une analyse très profonde, il a montré toutes les contradictions qui sont contenues dans ce mécanisme; il a démontré comment, dans ce grand processus, la richesse produit la misère, comment la croissance en taille et en puissance des moyens de production conduit peu à peu le capitalisme au phénomène de la surproduction. Ces énormes usines, ces grands établissements accumulent d'énormes stocks de marchandises; à un certain point, elles ne trouvent plus de consommateurs qui puissent les acheter. La valeur des marchandises est déterminée par la loi qui préside à la distribution capitaliste, celle de l'offre et de la demande, puisque la distribution se fait sur le terrain du libre échange, de la libre concurrence. Les capitalistes qui disposent de ces produits doivent les placer sur les divers marchés; ils les expédient là où il faut, en fonction des oscillations des prix causées par le rapport entre la demande et l'offre, par la concurrence que les différentes entreprises capitalistes se font entre elles pour pouvoir plus profitablement et plus rapidement écouler leurs produits. Et quand le mécanisme industriel capitaliste conduit à la production d'une grande quantité d'une certaine marchandise et qu'il essaie de la placer sur divers marchés, l'offre devient trop grande par rapport à la demande limitée des consommateurs: le prix commence à baisser et il descend jusqu'à un niveau qui rend impossible à l'entrepreneur capitaliste de continuer la production. Les usines ferment; les ouvriers sont licenciés, ne reçoivent plus de salaire et, comme en dernière analyse ce sont toujours eux les consommateurs et les acheteurs, la crise s'aggrave encore. Au lieu d'être un facteur de bien-être, le fait d'avoir donc accumulé une grande quantité de ces biens nécessaires à toutes les fonctions de la vie humaine, devient, dans le régime capitaliste, un facteur de malaise; il entraîne la fermeture des usines, l'arrêt de la production, jusqu'à ce que, peu à peu, grâce à la consommation ou à la distribution même des produits de l'industrie capitaliste, l'équilibre puisse se rétablir et la production se réorganiser.

Le marxisme a révélé la périodicité de ces crises capitalistes; elles se succédaient tous les dix ans, se répétaient avec un caractère de plus en plus accentué et il était toujours plus difficile d'y porter remède.

Il serait possible de s'arrêter longuement ici, si nous voulions suivre ce qu'étaient les tendances de l'aggravation générale de la crise capitaliste et de la préparation de la catastrophe finale, telles qu'elles ont été traitées par la critique économique marxiste. Mais nous pouvons omettre cet exposé, dans la mesure où nous avons devant nous des faits qui ont clairement confirmé les prévisions catastrophiques du marxisme sur l'évolution du capitalisme bourgeois.

Si, sur les traces de Marx, nous nous engageons dans l'analyse du jeu du capital financier et du phénomène qu'on a appelé impérialisme, nous verrions que si la classe capitaliste au pouvoir a cherché à réagir à la condamnation qui pesait sur elle, si elle a cherché à éluder cette crise finale, elle n'a pas pu faire autre chose que de la différer, en la rendant plus grave. Dans la phase la plus récente, c'est-à-dire l'impérialisme, nous voyons les coalitions des grands capitalistes, les grandes associations, les grands trusts soutenus par tout l'appareil des Etats bourgeois, qui cherchent encore à faire quelque chose, qui cherchent à neutraliser la crise capitaliste par leur oeuvre de compensation avec la conquête politique et militaire des marchés coloniaux. En outre ils essayent même d'étendre leur influence au-delà du domaine purement économique, dans le domaine politique. Ils ont compris que cette grande masse du prolétariat, cette grande

masse de travail continuellement sacrifiée par le capitalisme, complètement exploitée dans les entreprises, commence à accumuler en elle les forces révolutionnaires suprêmes capables de briser les rapports qui causent une telle situation d'infériorité; ils ont compris qu'elle s'oppose donc en tant que force, d'abord de destruction et ensuite de régénérescence, à tout le monde capitaliste et à toutes ses expressions économiques, sociales et politiques. C'est pourquoi l'impérialisme capitaliste cherche à enrayer, y compris du point de vue politique, la désagrégation de son régime, comme le camarade Boukharine l'a bien dit dans sa récente étude; l'impérialisme lance toutes les mobilisations: pas uniquement dans le domaine de l'économie capitaliste qu'il cherche à enrégimenter, pas seulement la mobilisation militaire au travers de cette course aux armements provoquée par les rivalités entre les grands groupes capitalistes, mais aussi la mobilisation idéologique du prolétariat. Il cherche à détourner celui-ci de la grande lutte finale en le canalisant vers des voies erronées et obliques qui peuvent converger dans une oeuvre de reconstruction du capitalisme en désagrégation; il cherche à réaliser une mobilisation de forces politiques permettant de dévier l'assaut des forces révolutionnaires du prolétariat, par l'intermédiaire du social-réformisme et du social-patriotisme qui, à travers les dégénérescences parlementaristes d'une part et corporatistes d'autre part, tirent de l'union prolétarienne elle-même des éléments de soutien à l'Etat bourgeois.

### LA CRISE FINALE DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE

Mais toute l'étude de cette partie n'aboutit qu'à constater la condamnation que le marxisme a déjà portée et qui est confirmée par ce gigantesque événement historique auquel nous avons tous assisté: la crise récente, préparée précisément par la phase impérialiste du capitalisme. Ce choc terrible, qui a vu se heurter diverses coalitions capitalistes, en provoquant d'incalculables destructions de valeurs matérielles et morales et l'ébranlement irrémédiable de la machine sociale, a ramené au tout premier plan le problème du dépassement de l'administration capitaliste, a imposé le problème du remplacement de cette structure par une nouvelle organisation économique, politique et sociale.

Nous ne sommes donc pas aujourd'hui - et c'est la thèse fondamentale de l'Internationale Communiste - face à l'une de ces nombreuses crises du capitalisme qui peuvent encore trouver leur solution dans le cadre de l'économie bourgeoise; nous sommes véritablement face à la crise finale et catastrophique, à la veille extrême de la révolution, du renversement définitif de cette organisation productive.

Et ce bouleversement prend l'aspect de l'intensification de cette lutte de classe dont le fondement se trouve dans le rapport économique quotidien dans chaque usine, dans chaque entreprise, que nous avons dénoncé: l'exploitation capitaliste, qui conduit à une opposition générale, sociale et politique, entre force prolétarienne et force bourgeoise et se traduit en une lutte pour prendre la direction politique de la société. Car c'est aussi une de nos thèses fondamentales que pour s'attaquer à ces rapports d'exploitation, pour pouvoir détruire cet ordre faux et irrationnel de l'organisation économique et commencer l'oeuvre qui conduira à son remplacement par la nouvelle économie socialiste et communiste, il faut d'abord que l'affrontement soit résolu sur le terrain politique, il faut que soit arraché le pouvoir à la classe capitaliste. Ce ne peut être réalisé que par une lutte violente posant l'alternative entre dictature bourgeoise et dictature du prolétariat qui doit naître de nouvelles institutions, des conseils de producteurs, dont le premier exemple nous est fourni justement par la glorieuse Russie des Soviets.

D'où la nécessité historique pour le prolétariat de se lancer partout à la conquête du

pouvoir. C'est devenu clair pour nous tous. L'objectif fondamental de notre lutte et de notre vie est le renversement du pouvoir de l'Etat bourgeois, la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Mais ici surgit un nouveau problème très vaste, très important, certainement tout aussi important que le précédent. Que faire quand le prolétariat aura brisé l'édifice politique, bureaucratique, policier, judiciaire et militaire, qui protège l'économie capitaliste, qui empêche de briser le mécanisme de cette machine? Que faire quand il faudra réaliser l'oeuvre beaucoup plus longue, et tout aussi difficile, de remplacement de l'appareil économique bourgeois désorganisé, brisé, tant par la dernière crise provoquée par la guerre impérialiste que par les bouleversements de la guerre civile par la quelle le pouvoir sera passé d'une classe à une autre, par un nouvel appareil édifié sur ces ruines? Voilà le véritable problème fondamental de la révolution, auquel révolutionnaires et communistes doivent se préparer.

Après ce long préambule, c'est précisément sur ce problème-là que je vais dire quelques mots inévitablement incomplets et synthétiques.

### FAUSSES CONCEPTIONS DE LA RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

Quel voie faudra-t-il prendre, quels moyens faudra-t-il utiliser pour passer des caractéristiques distinctives de l'économie bourgeoise industrielle, qui se résument dans l'appropriation privée des produits d'un travail associé collectif, à celles qui seraient les formes idéales d'une économie collectiviste?

Voilà le problème qui se pose à nous.

Il faut d'abord dire quelques mots sur les deux fausses solutions simplistes qu'on présente presque toujours au prolétariat. Nous avons à la solution social-démocrate qui veut ignorer la thèse que nous avons déjà donnée comme démontrée: elle prétend confier à l'Etat bourgeois, conquis par le prolétariat par la voie électorale, la tâche de réaliser la démolition du vieux système économique et la reconstruction de nouveaux rapports. Autrement dit, la solution social-démocrate refuse de croire qu'il faut démolir l'appareil bourgeois; elle voudrait non pas la démolition de l'économie capitaliste, mais sa modification, sa transformation, son adaptation à ces formes nouvelles qui petit à petit devraient donner naissance à la nouvelle économie communiste.

Cette conception est fondamentalement fautive; c'est la conception inadmissible selon laquelle l'Etat démocratique actuel voterait une loi déclarant que certaines entreprises ou certains groupes industriels cessent d'être propriété privée, passent à l'Etat et sont donc socialisés par ce même Etat bourgeois et démocratique. Cette conception est absurde, parce qu'elle ignore les deux caractères de l'économie bourgeoise qu'il faut dépasser si nous voulons commencer à met-

### IL COMUNISTA (Bimestrale) n° 68-69 Nov. 1999 - Febbraio 2000

- In Cecenia si consuma l'ennesima guerra di rapina dell'imperialismo russo. I proletari russi, per non essere complici dello sciovinismo russo, devono rompere con la propria borghesia lottando contro l'impresa di guerra partendo dalla lotta quotidiana nelle fabbriche, nei campi, nelle città. - Amianto: ennesimo esempio di produzione di morte nella società capitalista - D'Alema, da «giovane comunista» a baciapile - Il proletariato deve ribadire la sua invarianza classista (Riunione Generale di Genova gennaio 1999. Ila parte) - L'economia mondiale sotto un vulcano (III parte) - Torna l'interesse storiografico su Bordiga. A che serve? - Alla Postalmarket i lavoratori trovano una insidiosissima «solidarietà» - Indice per titoli del Comunista 1983-1990

tre en place les éléments de cette économie socialiste qui assurera le bien-être au prolétariat: l'un est l'exploitation de l'homme par l'homme; l'autre est le fractionnement, l'irrationalité qui consiste à soustraire le jeu des forces économiques au contrôle intelligent d'une organisation collective de l'humanité. Par conséquent, les deux thèses sur lesquelles travaille le socialisme sont les suivantes: centralisation de l'économie, ce qui signifie la plier à une discipline centrale et rationnelle, d'une part; suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, abolition de la plus value, d'autre part. Si une socialisation accomplie par l'Etat bourgeois nous conduirait bien à la centralisation dans les mains de l'Etat d'une branche d'industrie déterminée, présenterait bien quelques-uns des avantages du système socialiste plus rationnel que le système capitaliste; mais elle ne pourrait pas supprimer l'exploitation, parce qu'il est impossible de concevoir d'autre expropriation réalisée par l'Etat démocratique que l'expropriation par rachat contre indemnité:

Il est impossible de concevoir un Etat démocratique qui décide d'abroger le droit de propriété de l'entrepreneur, de l'industriel, parce que par cette décision, il abrogerait du même coup sa propre constitution, son code civil, qui seuls permettent à la puissance étatique d'exister. Toute décision d'une assemblée législative bourgeoise démocratique qui franchirait les limites du cadre constitutionnel, les limites du droit de cet Etat, ne pourrait trouver un début d'exécution de la part de ce pouvoir qui justement s'appelle exécutif; elle ne serait pas traduite en pratique par les fonctionnaires, par les policiers de l'Etat bourgeois, et il naîtrait un conflit qui ramènerait au premier plan la nécessité de briser par la violence et non de

conquérir par la voie démocratique pacifique, l'appareil étatique.

Eh bien, s'il ne peut y avoir d'autre expropriation que contre indemnité au capitaliste exproprié, on comprend immédiatement que le nouveau système ne différera en rien de l'ancien; la plus-value, le capitaliste la tirera pareillement grâce à la gestion étatique, puisqu'il n'aura pas autre chose à faire que de se rendre aux guichets du Trésor Public pour encaisser les intérêts des valeurs remises en échange de son entreprise sous forme de papier-monnaie ou autre. Le produit qui, grâce au travail, devrait alimenter les caisses de l'Etat, maintiendrait par conséquent fondamentalement le principe et le fait de l'exploitation des masses prolétariennes.

Il n'est pas besoin d'aller plus loin dans la critique pour conclure que cette école soutient un concept absolument inacceptable.

Une autre conception, avancée par un courant plus révolutionnaire, tombe dans l'erreur inverse: si elle supprime vraiment l'exploitation, si elle ôte tout droit au capitaliste, elle n'organise pas la centralisation des énergies économiques.

Ce sont les écoles syndicaliste et anarchiste, qui voudraient confier la nouvelle production naissant sur les ruines de la société capitaliste, à la conquête directe des entreprises par les ouvriers qui travaillent dans celles-ci; elles se constitueraient en communes de travailleurs, en coopératives, qui en substance se substitueraient à l'ancien gérant en conservant l'ancienne limite de l'entreprise. Le propriétaire serait éliminé, mais nous n'aurions pas pour autant obtenu l'un des avantages fondamentaux de l'économie collective sur l'économie privée: nous

n'aurions pas l'association, la centralisation, la discipline centrale. Quelle en serait la conséquence?

Par le biais de ces critiques, nous exposons ici petit à petit nos conceptions économiques positives face aux conceptions négatives des autres. Au lieu de nous imaginer que nous arriverons tout de suite au communisme, qui permet à la production de parvenir à une telle intensité qu'elle peut donner à tous tout ce dont ils ont besoin, nous nous proposons d'arriver au socialisme; c'est-à-dire de faire en sorte que ceux qui travaillent soient récompensés de tout leur travail, mais sous une forme très différente de celle du salariat. Dans le salariat le travail est considéré comme une marchandise: celui qui travaille est payé en proportion de la quantité de travail qu'il a fourni, alors qu'au contraire, le travailleur doit être payé selon un autre critère dans le nouveau système socialiste. En effet une injustice fondamentale du régime actuel est que en pratique l'ouvrier reçoit le même salaire, qu'il soit seul et sans famille, ou qu'il doive s'occuper d'une famille de dix personnes; à l'inverse, la nouvelle administration socialiste au contraire, étant donné qu'elle dispose de tous les produits, prend en charge l'attribution centrale de tous les salaires et donne non seulement au travailleur pour sa consommation personnelle, mais elle lui donne en proportion du nombre de ses enfants, de ses femmes, de ses parents âgés, et aussi des chômeurs pour motifs légitimes. C'est sur cette base de grande équité qu'est fondé le régime socialiste. Pour y arriver, il faut disposer d'une statistique unique et d'une distribution unique des produits de toutes les entreprises. Si l'entreprise restait autonome vis-à-vis des autres producteurs, bien qu'elle ne soit plus gérée par

l'ancien entrepreneur capitaliste, mais par une association coopérative, par la communauté de ses ouvriers, elle ne pourrait absolument pas adopter ce concept social dans la rémunération de ceux qui y travaillent qui est une innovation fondamentale de justice et de rationalité économiques puisqu'elle ne pourrait tenir compte que du nombre matériel de ceux qui travaillent, en les rémunérant proportionnellement à leur travail. Mais il est injuste de rémunérer en fonction du seul travail, puisque tout le monde ne travaille pas: une grande partie ne peut pas produire, mais elle accomplit pourtant des fonctions également utiles et a des droits égaux, qu'il s'agisse des enfants, des vieux, des mères ou des invalides; il faut donc substituer à l'ancien critère qui rémunère le travail, un critère qui rémunère l'homme qui a le devoir d'être travailleur quand il peut le faire, mais qui, quand il ne le peut pas, a aussi le droit de ne pas être jeté comme un chiffon inutile sur le pavé, lieu où le capitaliste a toujours jeté ceux tous qui ne pouvaient pas le servir.

Voilà pourquoi une économie constituée d'entreprises isolées, sans capitaliste, sans entrepreneur, mais avec les mêmes caractéristiques que l'entreprise autonome, n'aurait pas encore surmonté les principaux défauts qui nous conduisent à condamner l'économie capitaliste.

Le régime que la révolution du prolétariat se propose de réaliser ne doit donc tomber dans aucune de ces deux erreurs. Il doit dépasser l'économie de la liberté de production, il doit réaliser une centralisation rationnelle des forces économiques, il doit surmonter la désorganisation créée par le capitalisme dans le domaine de la production et dans celui de la distribution.

(A suivre)

## Grande-Bretagne A propos de la vente de la firme automobile Rover

Le feuilleton de la vente de l'entreprise automobile Rover - le dernier fleuron de l'industrie automobile britannique - par BMW qui l'avait achetée il y a quelques années, s'est provisoirement terminé, par la vente au prix symbolique de 10 Livres (100 FF)! Quelques jours plus tard, c'était au tour de Ford, confronté à une grave mévente de ses véhicules en Europe, d'annoncer sa décision de cesser de produire des automobiles en Grande-Bretagne (suppression de 1900 emplois à Dagenham). Pour compléter le tableau, la presse a affirmé que Nissan, dans le cadre de la restructuration de ses activités européennes à la suite de son alliance avec Renault, envisageait de fermer son établissement britannique de Sunderland, présentée pourtant il y a peu comme l'usine automobile la plus productive du monde (de 40 à 25 % plus productive, selon les sources, que Renault-Flins)! Démonstration de l'absurdité de l'argument bourgeois selon lequel les fermetures d'usines sont dues à la paresse des ouvriers anglais. Déjà Renault n'avait pas hésité à fermer son usine belge de Vilvoorde bien qu'elle ait été parmi les plus productives du groupe. La surproduction automobile européenne, évaluée le plus souvent à 30 %, est la cause de ces fermetures d'usines, de ces ventes d'entreprises dont la plus spectaculaire est le rachat de la FIAT (pour l'instant une simple «prise de participation» de 20%, mais personne n'est dupe) qui occupe une place centrale dans le tissu industriel italien, par le géant américain General Motors. Ce remue-ménage dans le secteur de l'automobile illustre le remue-ménage plus général dans le capitalisme mondial, c'est-à-dire l'accélération de la course à la concentration qui est inséparable du capitalisme et qui, sous le nom de «mondialisation», suscite les cris d'effroi des petits-bourgeois.

Les prolétaires, qui sont les premières victimes de la concentration capitaliste, n'ont pas à regretter le supposé bon vieux temps de la splendeur de «leur» capitalisme national et à chercher une aide auprès de «leur» Etat: la seule solution qui s'offre à eux est la lutte de classe ouverte contre leurs patrons, nationaux ou étrangers, et contre l'Etat bourgeois qui les soutient.

Le 9 mai, de nombreux prolétaires de Rover ont sans doute poussé un ouf de soulagement en apprenant que leur entreprise était finalement reprise non plus par Alchemy (société d'investisseurs à la recherche de profits rapides qui avait annoncé son intention de liquider la plupart des activités de l'entreprise), mais par Phoenix après l'annonce d'abandon du dernier grand constructeur britannique par BMW le 16 mars. John Towers, un ancien PDG de Rover, le patron de Phoenix, groupe de repreneurs constitué essentiellement par des concessionnaires de la marque, a en effet promis de sauver les 9.000 emplois de l'usine de Longbridge près de Birmingham et de faire renaître la marque de ses cendres. Mais les prolétaires auraient bien tort de croire à la fin de leurs difficultés car, ayant connu de nombreux changements de propriétaires, ils sont bien placés pour savoir ce que signifient généralement ces

«troc»: fermetures d'unités de production et licenciements en masse et, pour ceux qui ont la chance de conserver leur emploi, salaires et conditions de travail toujours plus pourris et précarité toujours plus grande.

Les ouvriers de Rover ont pu en outre constater une fois de plus que les bonzes des trade-unions (les syndicats britanniques) n'étaient pas là pour les défendre mais pour défendre les intérêts de l'économie britannique en fidèles serviteurs de la bourgeoisie qu'ils sont. En effet, il a fallu attendre 15 jours et le (samedi!) 1er avril pour voir enfin une soit-disante «mobilisation». Et encore, ce ne sont même pas les bonzes qui ont été à l'origine de cette manifestation qui a rassemblé environ 80.000 personnes à Birmingham. Mais ils étaient présents... pour appeler à l'aide le gouvernement de Tony Blair et, notamment, le richissime ministre de l'Industrie Byers; ainsi que pour diffuser des

slogans réformistes qui tombaient parfois dans le pire chauvinisme, jouant même quelques fois sur les sentiments anti-allemands ancrés dans bien des têtes britanniques et même parfois celles de prolétaires se réclamant du marxisme.

Leur présence n'avait donc qu'un seul but: contenir le prolétariat (1). Mais la bonzerie n'a pas été la seule à embrigader le prolétariat dans le maintien de la paix sociale. En effet, les trotskystes ont fait de même en revendiquant la «nationalisation sous contrôle ouvrier» de Rover, leitmotiv bien connu de la pensée de toutes les sectes en Grande-Bretagne et dans le monde qui malheureusement se réclament du grand chef militaire de la Révolution bolchévique. Ainsi, aussi bien Workers Power que le Socialist Workers Party (dont le leader historique, Tony Cliff, est décédé il y a peu) ou le ramassis de militants qui sont réunis dans une tendance mêlant des groupes et des individus autour de la publication «Action for Solidarity» (2), ont agité le mot d'ordre «Sauvons nos emplois - Nationalisation de Rover sous contrôle ouvrier», conception à mille lieues du marxisme qui l'a toujours combattue: la revendication de la nationalisation n'est en effet aucunement socialiste mais bel et bien bourgeoise, anti-prolétarienne.

### SOCIALISATION PROLÉTARIENNE ET NATIONALISATION BOURGEOISE

Pour démontrer les fondements de cette critique, il faut bien entendu revenir à Engels (souvent oublié des trotskystes) qui, dans sa magistrale oeuvre «l'Anti-Dühring», dénonçait ceux qui refusaient la Révolution prolétarienne violente et anti-démocratique en tentant de trouver des pseudo-solutions par le biais, notamment, des nationalisations qui ne sont en fait que le transfert de la propriété individuelle en propriété collective. Voilà ce que le fidèle camarade de Marx écrivait: «Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la propriété de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation

que la bourgeoisie se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes individuels. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste: l'Etat des capitalistes, le capitalisme collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble» (3).

Le terme de nationalisation n'est donc qu'un mot creux qui n'a rien d'un acquis ou d'une conquête à défendre. Car, au contraire, si l'Etat bourgeois s'empare d'entreprises, il ne peut les mettre qu'au service de la classe dominante.

La prise en main par l'Etat des entreprises n'a de sens révolutionnaire que lorsque l'on se place dans le processus de la dictature de classe du prolétariat, donc lorsque le prolétariat a conquis le pouvoir. Il ne s'agit plus d'ailleurs de nationalisations mais de l'étatisation prolétarienne, première mesure vers la socialisation de la production.

Comme l'écrivait Lenine contre Kautsky: «le mot socialisation n'exprime qu'une tendance, un désir, la préparation du passage au socialisme» (4) C'est seulement dans cette transition qu'il faut considérer l'expropriation des capitalistes - y compris les capitalistes nationalisés. D'ailleurs, Marx et Engels le dirent déjà dans le «Manifeste»: «Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le Capital à la bourgeoisie, pour centraliser

( Suite en page 8 )

#### SOUSCRIPTION PERMANENTE

##### 2e liste 2000

Castanet: 300,00 / François: 200,00 / Franck: 200,00 / Ouest: 5.662 / Paris: 1500,00 / Roger 600,00 / Raymond: 500,00 / Robert: 65,00 /

Total liste: 8.927 F  
Total général: 12.584,25 F

## Grande-Bretagne A propos de la vente de la firme automobile Rover

( Suite de la page 7 )

*tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est à dire du prolétariat organisé en classe dominante(...). Cela ne pourra se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est à dire par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier» (5).*

### L'expropriation que défendent les marxistes est inséparable de la prise révolutionnaire du pouvoir.

Contrairement à ce que revendiquent les trotskystes, une telle expropriation est impossible par l'élaboration d'un statut ou d'une loi émanant d'un Parlement bourgeois. Cela ne signifie que le passage d'une forme de propriété à l'autre du capital. Quant au contrôle ouvrier, en plein régime capitaliste, il n'est qu'une mortelle lubie de gradualistes qui voudraient s'épargner la difficile question de la prise du pouvoir en la rognant usine par usine à la bourgeoisie.

Dans la conception réformiste, c'est-à-dire bourgeoise, la nationalisation fait partie de ces mesures qu'il serait possible d'imposer à l'Etat des capitalistes et qui seraient ipso facto favorables au prolétariat, sans que la question du pouvoir soit posée. Cette conception que les trotskystes présentent comme une panacée chaque fois que des entreprises privées sont en difficulté, constitue un obstacle formidable à la renaissance et surtout à l'orientation juste de la lutte de classe: elle renforce en effet la croyance démocratique diffusée en permanence par la propagande bourgeoise selon laquelle l'Etat est une institution non seulement neutre, au dessus des classes, capable donc de pencher d'un côté ou de l'autre suivant la pression de l'opinion publique ou des bulletins de vote, mais même le défenseur ultime des faibles, des opprimés, des prolétaires face aux patrons! Tant que les prolétaires croiront à cette fable, ils ne pourront s'engager dans la lutte réelle, ouverte, pour se défendre.

Non, l'Etat bourgeois ne peut être un allié des prolétaires contre les patrons! Non, il ne peut se soumettre à un quelconque «contrôle ouvrier» ou «démocratique»! L'Etat bourgeois n'est rien d'autre que le comité de défense des intérêts capitalistes, l'adversaire implacable des prolétaires!

Si une démonstration est nécessaire, il n'est pas besoin d'aller la chercher bien loin. Il suffit de rappeler un «petit» fait que la presse trotskyste du Royaume-Uni a «oublié» de remettre en mémoire de ses lecteurs. En 1975 la plus grande partie de l'industrie automobile britannique a été centralisée sous le nom de *British Leyland* (aujourd'hui la même firme est connue sous le nom de... Rover) et est passée sous propriété de l'Etat. L'Etat lança alors une grande restructuration que les patrons des multiples entreprises précédentes n'avaient pas eu la force de réaliser: 19.000 travailleurs furent condamnés au chômage et la productivité (c'est-à-dire l'exploitation capitaliste) des prolétaires restants fit un bond en avant.

Inutile de se demander pourquoi les prétendus groupes révolutionnaires cachent cela avec autant d'application que les partisans ouverts de la collaboration des classes. Il leur faut cacher le rôle véritable de l'Etat bourgeois, cacher que l'Etat bourgeois lorsqu'il (re)nationalise une entreprise ou un secteur économique vital, le fait pour suppléer à la carence des patrons privés, pour venir au secours d'une entreprise ou d'un secteur du capitalisme, non pour venir au secours des prolétaires; il «restructure», donc licencie et accroît l'exploitation, pour amoin-

drir les déficits en faisant payer les frais pendant une certaine période au principal contribuable, le prolétariat, grâce aux divers impôts et taxes jusqu'à ce qu'il y ait bénéfice. Alors, il pourra revendre l'entreprise ou le secteur concerné à des intérêts privés qui, à leur tour, restructureront (6).

Si la nationalisation éventuellement «peut assurer le futur» comme continuent à le prétendre nos petits-bourgeois d'«Action for Solidarity» après le rachat de Rover par Phoenix qui traite aussi avec le Japonais Honda, c'est le futur d'une entreprise, le futur des profits bourgeois, **jamais le futur des prolétaires** car elle n'a jamais empêché les licenciements, les baisses de salaire, l'intensification du travail ou encore le développement de la précarité.

\* \* \*

Aujourd'hui, Rover serait sauvée et les emplois préservés, à en croire les médias. Rien n'est moins sûr et les ouvriers qui y sont exploités directement ou indirectement, notamment par les sous-traitants dont certains comme Goodyear s'étaient déjà mis à licencier quelques jours après le 16 mars, doivent rester vigilants. Rien n'a filtré sur ce qu'il se passera après le changement de propriétaire, mais il y a fort à parier que les nouveaux patrons, qui n'ont pas la puissance capitaliste de BMW, feront tout pour obtenir des prolétaires des sacrifices pour «sauver l'entreprise», c'est-à-dire restaurer les profits, avant, si cela réussit, de la revendre. Les prolétaires ne doivent sortir du piège de la défense de l'entreprise; ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et ils doivent être prêts à riposter aux attaques inévitables que la propagande bourgeoise laisse deviner (7).

Pour cela, il leur faudra, comme tout le prolétariat britannique et mondial, rompre avec les agents bourgeois implantés dans la classe ouvrière - bonzes syndicaux et organisations pseudo-révolutionnaires - qui l'enchaînent au char de l'Etat bourgeois à travers leur action ou leur propagande réformiste et chauvine. Ils devront aussi se solidariser avec leurs camarades qui travaillent pour la concurrence comme ceux de Ford qui devraient connaître plus de 7.000 licenciements dans la célèbre usine de Dagenham. Pour assurer véritablement le futur, il n'y a pas d'autre solution que la reprise de la lutte de classe.

Solidarité avec les prolétaires de Rover, de Ford et des divers équipementiers qui, eux aussi, subiront automatiquement des pertes dans leurs rangs!

(1) Certains bonzes sont allés jusqu'à dire que «du fait qu'il y a beaucoup de jeunes ouvriers à Rover et qu'ils sont les "enfants de Thatcher", c'est-à-dire que s'ils ne sont pas tories (NdIR: conservateurs), ils n'ont aucune connaissance des questions politiques, il est, en conséquence, impossible de lutter». Tous les alibis sont bons à prendre pourvu qu'ils servent à diviser la classe ouvrière et à empêcher tout mouvement radical éventuel.

(2) Leur but, resté pour l'instant infructueux, est une copie de ce qu'a essayé de faire en France «Voix des Travailleurs» avec quelques petits groupes et des tendances de la Ligue Carrément Réformiste ou le Parti des Travailleurs avec des écœurés du PCF: la création du grand rassemblement outre-Manche dont le programme reposerait sur la participation électorale et le soutien aux sociaux-démocrates ou à petits-bourgeois pourris (comme cela a été le cas dernièrement avec le travailliste dissident Ken Livingstone, soutenu par la quasi-totalité des trotskystes, qui a finalement remporté l'élection à la Mairie de Londres), le maintien de l'*habeas corpus*, bref la création d'un parti ouvert et démocratique singeant ce qui se fait dans la société bourgeoise, la société actuelle.

(3) F. Engels, «Anti-Dühring», Ed. Sociales 1977, p. 315.

(4) V. Lenine, «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky», Ed. Sociales

## Lutte Ouvrière, faux gardien du communisme

Dans le n° d'avril de «Lutte de classe», sa revue théorique, Lutte Ouvrière attaque les positions théoriques et programmatiques professées par son alliée électorale, la LCR, qu'elle accuse de «rupture morale avec le communisme révolutionnaire, avec le trotskysme» (1).

Il s'agit plus précisément d'une critique d'articles parus dans le n° du 13/1/2000 de «Rouge», l'organe de la LCR, sous le titre «La légende du siècle» et présentés comme une «ébauche de réflexion». Il n'y a aucun doute que se retrouvent dans ces articles, écrits par des auteurs représentant diverses nuances de cette tendance du trotskysme contemporain, à peu près tous les lieux communs et toutes les argumentations anti-marxistes, anti-communistes, anti-révolutionnaires. LO a tout à fait raison d'épingler des phrases comme celles-ci: «Dès le début, le pouvoir bolchévique a répondu aux grèves ouvrières par la répression: prise d'otages, exécutions par fusillade ou noyade des «meneurs» coupables de défendre les revendications ouvrières et de réclamer des «élections libres» dans les soviets. La guerre civile? Elle n'explique pas tout»; ou la revendication d'une «authentique démocratie» qui fait fi des «relations de classe», ou encore: «Auschwitz a changé notre image du monde et de la civilisation. L'humanité n'est pas sortie indemne, le marxisme non plus»; ou: «Point de retour suffisant à des sources qui ont été dévoyées, point de toilettage envisageable des idées et croyances d'hier. C'est à une authentique refondation qu'il convient de s'atteler», etc., etc.

Il est indéniable que la LCR entend liquider tout ce qui, dans l'histoire de la lutte prolétarienne et dans le marxisme, la gêne vis-à-vis des milieux qu'elle tente de séduire - et c'est d'ailleurs aussi pourquoi elle veut changer de nom en abandonnant le mot «communiste». LO reconnaît que «ce n'est pas une démarche totalement nouvelle», puisqu'elle date d'un demi-siècle, selon elle. La différence étant que «jusqu'aux années 80» ce courant se déclarait fidèle aux idées de la Troisième, puis de la Quatrième Internationale.

Nous ne savons pas quel événement des années 80 a marqué cette rupture; ce n'est sans doute pas l'abandon de la conception de la dictature du prolétariat, puisque dans les faits il était réel depuis bien plus longtemps et qu'il est partagé aussi par LO (pour LO l'Etat prolétarien sera caractérisé par la démocratie la plus large, y compris pour les bourgeois: qui donc fait fi des relations de

1971, p. 132.

(5) K. Marx et F. Engels, «Manifeste du Parti Communiste», Ed. Sociales 1977, p. 56.

(6) Ce pourrait être le cas du métro de Londres. En effet, l'Etat pourrait le céder à des intérêts privés (dont Railtrack, société qui s'occupe de la maintenance du réseau ferroviaire et qui a été incriminée dans la récente catastrophe ferroviaire de Paddington) mais, pour mener à bien cette presque certaine future transaction, il faut d'abord mener des travaux d'extension, de réaménagement et de maintenance qui sont, en fait, payés par la classe ouvrière à travers les impôts, taxes et très onéreux tickets.

(7) Comme cette étude de l'*Institute of Economic & Social Research* qui affirme dans une étude que «le capital produit par heure en Allemagne est 70 % supérieur à celui produit en Grande-Bretagne, 50 % supérieur en France et 30 % supérieur aux USA» (reprise en partie par le «Morning Star» du 31/3/2000). Ce genre d'études bourgeoises a un seul but: dire que si BMW a lâché Rover, c'est parce que le prolétariat britannique est trop peu productif, trop feignant et donc trop cher et qu'il faut par conséquent «le remettre au travail» selon la formule qu'utilisa Blair lors de sa campagne électorale.

classe?). Peu importe, d'ailleurs; ce que nous constatons est que LO a attendu vingt ans pour dénoncer ou pour s'apercevoir de cette rupture avec le communisme, ce qui ne l'a pas empêché à plusieurs reprises et il y a quelques mois encore, de nouer des alliances politiques avec ceux qui s'en sont rendus coupables. Voilà qui en dit long non sur la LCR, mais sur LO!

Mieux, ou pire, il y a quelques semaines, alors qu'elle était invitée au congrès du PCF, Arlette Laguiller a publiquement, au nom de son organisation, félicité ce parti d'«être resté fidèle au communisme»!!! S'il lui a fallu 20 ans pour se rendre compte de la rupture de la LCR avec le communisme, LO, après trois quart de siècle, ne s'est pas encore aperçue de la victoire de la contre-révolution stalinienne qui a transformé tous les anciens partis de la Troisième Internationale en adversaires acharnés du communisme et de la révolution!!!

Nous plaisantons, bien sûr. LO est parfaitement au courant, mais ce qui compte pour elle, c'est le gain politique immédiat; tout le reste, le marxisme, le programme communiste, le bilan des révolutions et luttes ouvrières, n'a d'intérêt que s'il peut être utilisé en ce sens: la LCR refuse l'alliance électorale pour les prochaines municipales, on sort la critique programmatique intransigeante; le PCF fait des gestes aimables (y compris dans la CGT), on lui décerne aussitôt un brevet de communisme.

Quel est le plus répugnant, celui qui abandonne ouvertement le communisme, ou celui qui veut s'en servir pour ses intérêts de boutique électorale? Nous laissons les lecteurs répondre ...

### LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ LA PRESSE INTERNATIONALE DU PARTI!

«le prolétaire»  
«programme communiste»  
«il comunista»  
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-  
VOUS, SOUSCRIVEZ!

### CORRESPONDANCE :

#### POUR LA FRANCE :

Editions Programme, 3 rue Basse  
Combalot, 69007 Lyon

#### POUR LA SUISSE :

Editions Programme, Ch. de l;  
Roche 3, 1020 Renens

#### POUR L'ITALIE :

Il Comunista, C. P. 10835, 20110  
Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant. Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.